

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES FRANCE

Société Anonyme au capital de 183 305 100 Euros  
Siège social : 7, avenue Nicéphore Niepce, 78180 Montigny-le-Bretonneux.  
304 974 249 R.C.S. Versailles.

#### A. — Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 22 mai 2017.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni ce jour en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que l'affectation du résultat que nous vous proposerons, après vous avoir rendu compte de l'activité de notre Société au cours dudit exercice.

Afin de vous donner une meilleure connaissance de la vie de notre Société au cours du dernier exercice, nous avons rédigé le présent rapport lors de la séance du Conseil d'Administration en date du 11 avril 2017.

Le rapport annuel de nos Commissaires aux comptes, les Sociétés KPMG SA et Groupe B2C - BD2A, leur rapport spécial ainsi que les rapports du Conseil d'Administration, les comptes annuels et d'une manière générale, tous les documents prévus par la législation et la réglementation en vigueur ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur. A l'issue de la lecture du présent rapport de gestion, il vous sera donné lecture des rapports de nos Commissaires aux comptes, qui vous permettront également de compléter votre information.

#### I. — Evolution des affaires et activité de la société au cours de l'exercice écoulé.

##### I.1. Chiffres clés au 31 décembre 2016 (normes IFRS) :

	2016	2015	Evolution
Montant total du portefeuille	2 694 Mio €	2 474 Mio €	8,9 %
Encours client productif (hors affacturage)	2 625 Mio €	2 421 Mio €	8,4 %
Marge moyenne sur encours productif	4,36 %	3,94 %	42 pdb
Coût de refinancement moyen société (*)	0,82 %	1,13 %	-31 pdb
Portefeuille douteux	85,3 Mio €	98,7 Mio €	-13,5 %
Coût du risque	-21,6 Mio €	-19,3 Mio €	12,0 %
Résultat avant impôt	32,0 Mio €	32,3 Mio €	-0,9 %
RoRAC (Return On Risk-Adjusted Capital IFRS)	11 %	15 %	-420 pdb
Effectif (en Nbre) (**)	263	248	15

(\*) Méthode « Matched-Funded Rates » (taux adossés à la durée de financement des contrats)

(\*\*) Incluant les CDI, CDD et Contrats de qualification

I.2. Evolution de l'activité en 2016. — En 2016, le marché automobile français s'est bien porté sur l'ensemble des secteurs du marché, les Véhicules Particuliers (VP), les Véhicules Utilitaires Légers (VUL), mais aussi les véhicules Industriels (VI).

Le Groupe Daimler, représentant les marques Mercedes-Benz, smart, Setra et Mitsubishi Fuso, est présent sur tous les secteurs du marché automobile français. Au total, 98.295 véhicules des marques du groupe ont été immatriculés en 2016, soit une progression de 10 %.

Les modèles VP de la gamme Mercedes-Benz sont en forte hausse en 2016 (+12 %, soit 6.684 unités de plus qu'en 2015). L'année 2016 a été marquée par le lancement de nombreux nouveaux modèles avec notamment la nouvelle Classe E, GLC coupé, GLS, SL et SLC.

Au terme de cette année 2016, Mercedes-Benz a consolidé sa seconde position entre ses deux concurrents premiums allemands.

Concernant les modèles smart, la hausse des immatriculations est plus faible en 2016 (+11 %) qu'en 2015. Après de nombreux renouvellements de gammes en 2015, seule la smart fortwo cabriolet a été lancée en 2016.

En 2016, 6.182 véhicules smart fortwo ont été immatriculés soit 1.022 unités de plus qu'en 2015.

En revanche, les immatriculations de véhicules smart forfour ont baissé de 149 unités comparées à 2015.

L'offre Sale and Care (location de batteries et financement du véhicule) avait permis de conclure 350 nouveaux contrats en 2015, mais seulement 33 contrats ont été conclus en 2016 du fait principalement de la fin de commercialisation de la smart électrique de précédente génération. A noter qu'à partir de 2017, smart proposera tous ces modèles avec une motorisation essence ou électrique.

Au global dans un marché VP en hausse d'environ 5 % sur 2016 pour atteindre plus de 2 millions de véhicules neufs immatriculés, les marques du groupe Daimler en France ont vu leurs immatriculations augmenter de presque 12 %.

Les véhicules commerciaux (VUL, VI et Bus) enregistrent une hausse des immatriculations de 1.576 unités en 2016, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Tous les segments sont en hausse hormis les bus. Les Véhicules Industriels (VI) enregistrent une hausse de 17 %

pour un total de 7.220 immatriculations, les Véhicules Utilitaires Légers (VUL) une hausse de 6 % pour un total de 18.061 immatriculations. Les Bus subissent une forte baisse de 21 % pour un total de 1 974 immatriculations.

Dans ce contexte, MBFS France SA a maintenu son rôle de partenaire financier majeur des marques du réseau Daimler. Cette année encore, l'Indice de Pénétration (IP) correspondant au nombre de véhicules neufs financés par rapport au nombre de véhicules neufs vendus par Mercedes-Benz France a encore augmenté. L'IP global atteint un taux de 44,2 % contre 42,5 % en 2015, grâce aux efforts soutenus auprès des distributeurs et aux produits attractifs proposés.

Quelques chiffres complémentaires sur l'activité de MBFS France en 2016 :

— Dans un contexte de reprise du marché automobile en France, la production MBFS France SA progresse pour atteindre 1,379 milliard d'euros (hors production Mercedes-Benz Bank France). Le nombre de dossiers MBFS, hors véhicules de démonstration, a augmenté de 6,4% pour un total de 44 917 dossiers en 2016.

— La répartition de la production (hors véhicules de démonstration) a montré une progression modérée de la part des particuliers (en valeur) :

– 37 % pour les financements aux particuliers contre 36 % en 2015

– 63 % pour les financements aux professionnels contre 64 % en 2015

— En valeur, le crédit classique a connu une légère baisse entre 2015 et 2016 (- 5 %) alors que les produits locatifs ont connu une hausse de 17 % s'expliquant surtout par la forte augmentation de la Location avec Option d'Achat (+23 %)

— Concernant les assurances, l'année 2016 s'est caractérisée par de bonnes performances pour les assurances liées au financement, que ce soit pour les assurances sur la personne (près de 20 000 Garanties Emprunteur souscrites) ou les assurances sur le capital (9.200 Garanties Valeur à Neuf vendues et 15.500 Complémentaires Financières vendues).

L'Indice de Pénétration (IP) Assurances société, correspondant au nombre de contrats d'assurance par rapport au nombre de contrats de financement, reste à un excellent niveau malgré la hausse importante des volumes de contrats et notamment ceux des flottes.

Ainsi l'IP Assurance est de 122 % (- 3 points de base par rapport à 2015) sur MBVP, 137 % sur smart (- 4 points de base par rapport à 2015) et 80 % sur MB VUL (+16 points de base par rapport à 2015). Les IP Assurance sont supérieurs à 100 % car l'emprunteur peut souscrire plusieurs assurances sur un même contrat de financement : 2 contrats sur la personne (emprunteur et co-emprunteur) et des contrats sur le capital.

Globalement, la participation des assurances à l'Ebit de l'entreprise reste à un niveau stable en 2016 (12 M€ ce qui représente plus d'un tiers du résultat total).

— Segment Fleet Management : Le portefeuille de Daimler Fleet Management (DFM), activité lancée en mai 2015, s'élève désormais à 1 629 véhicules.

En décembre 2016, le groupe Daimler Financial Services a racheté la société ATHLON, l'un des acteurs européens majeurs sur le marché des flottes de véhicules. Avec cette acquisition, Daimler Fleet Management s'est adjoint une grande marque du segment Fleet Management désormais appelée à être intégrée. Daimler Financial Services renforce son positionnement sur le marché du segment Fleet Management ce qui représente une étape importante pour DFM, DFS et Daimler. Le groupe Daimler Financial Services va développer ATHLON en Europe dans le cadre d'une structure dédiée spécifique.

— MBFS a arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2017 l'activité d'affacturage des grands comptes de Mercedes-Benz France :

La raison de l'arrêt de l'activité est le changement du système de facturation de Mercedes-Benz France en janvier 2017 nécessitant une adaptation de nos systèmes informatiques.

Les intégrations de nouvelles factures ont été arrêtées et le portefeuille diminue rapidement (suite aux remboursements de créances) jusqu'à son extinction prévue au 1<sup>er</sup> avril 2017.

## II. — Situation financière de la société au cours de l'exercice écoulé et examen des comptes individuels.

II.1. Comptes individuels. — Nous avons mis à votre disposition et déposé sur le bureau l'ensemble des comptes annuels faisant apparaître les données chiffrées de notre Société au cours de l'exercice écoulé. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes sociaux, les états financiers ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux articles 2251-3, 2251-4 et 2251-6 du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, concernant le principe et les modalités de déclassement et de provisionnement des créances douteuses et litigieuses, la société présente dans l'annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2016 les règles relatives à la segmentation des créances et les informations à publier conformément à ce règlement.

Le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, est appliqué.

La société Mercedes-Benz Financial Services France S.A. entre dans le champ d'application de ce règlement applicable aux établissements de crédit, sociétés de financement et compagnies financières mentionnés respectivement aux articles L511-1 et L517-1 du Code Monétaire et Financier.

Le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables s'applique aux commissions, versées par Mercedes-Benz Financial Services France S.A. aux apporteurs d'affaires, et qui sont assimilables à des coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi de financements de crédit, crédit-bail ou location.

Dans le compte de résultat, l'étalement des coûts marginaux est présenté en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire.

Dans le bilan, les coûts marginaux de transaction de crédit sont rattachés au poste « Encours crédit », tandis que les coûts marginaux de transaction des opérations de crédit-bail et de location assortie d'une option d'achat sont présentés dans un compte « Créances rattachées ».

II.2. Données financières. — L'activité de notre société au cours de l'exercice écoulé s'explique par les impacts ci-dessous :

Compte de résultat aux normes FrenchGAAP – Comptes sociaux :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaire HT	685 207	628 203
Produit net bancaire	83 195	76 388
Dont dotations amortissements sur immobilisations louées, résiliées et restituées	-572 718	-540 249
Charges générales d'exploitation	-53 209	-43 542
Dotations aux amortissements et provisions sur immos. incorp. Et corp.	-1 170	-1 459
Coût du risque	-22 611	-17 759
Résultat d'exploitation	6 204	13 628
Résultat exceptionnel	0	0

Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-738	-517
Résultat courant avant impôts	5 466	13 111
Impôt sur les bénéfices	-6 684	-4 704
Résultat net	-1 218	8 407
Résultat fiscal	19 593	12 668

Le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices est communiqué en dernière page de ce rapport.

II.3. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs. — A compter du 1er janvier 2009, la loi de modernisation de l'économie (LME) a instauré des délais de paiement plafonnés au maximum à 60 jours date de facture ou 45 jours fin de mois afin de favoriser la trésorerie des PME.

Délais de paiement	2016		2015	
	Nombre de factures	%	Nombre de factures	%
Immédiat	115 565	47 %	167 151	86 %
15 jours	102 283	42 %	5 147	3 %
30 jours	9 263	4 %	10 010	5 %
45 jours	9 710	4 %	6 073	3 %
60 jours	7 716	3 %	6 020	3 %
Total	244 537	100 %	194 401	100 %

### III. — Situation des risques.

#### III.1. Introduction :

III.1.2. Activités exercées. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. (MBFS France) a pour objectif de soutenir les ventes du groupe Daimler en France tout en constituant un centre de profit pour Daimler AG.

MBFS FRANCE exerce 2 types d'activités :

- le financement et les services associés pour les véhicules des clients particuliers, professionnels et entreprises ;
- le financement des véhicules des collaborateurs des groupes Daimler et EADS en France.

Depuis janvier 2014, le financement des stocks des distributeurs des marques du groupe Daimler en France est réalisé par la succursale française de la Mercedes-Benz Bank AG.

III.1.3. Situation Réglementaire (ratios prudentiels dans le cadre de la CRD IV). — Suite à la décision du Collège de supervision du 5 mai 2014, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a prononcé l'agrément en qualité de société de financement de Mercedes-Benz Financial Services France S.A.

Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a mis en place le package CRD IV :

- Directive (UE) 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV)
- Règlement (UE) n° 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR)

Ce paquet CRD IV s'applique aux entités comme MBFS qui ont opté pour le régime prudentiel de société de financement avec les aménagements prévus dans l'Arrêté du 23 décembre 2013 modifié relatif au régime prudentiel des sociétés de financement.

Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a mis en place l'approche standard pour le risque de crédit et l'approche indicateur de base pour le risque opérationnel. Nous appliquons la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer les expositions « Entreprises » et sous certaines conditions les contreparties « Autres éléments ». La société ne porte pas de risque de marché comme défini par la réglementation. Nous ne détenons aucun portefeuille de négociation. Nos activités de financement sont limitées au territoire français et à Monaco.

Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a cédé en 2011 son unique participation commerciale en France dans la société Mercedes-Benz CharterWay (50 %) à la société Mercedes-Benz France. Pour les contrats CharterWay financés par Mercedes-Benz Financial Services, l'encours correspondant est inclus dans nos déclarations.

Nous calculons également des besoins de fonds propres liés à des scénarios de stress, notamment de risque de crédit. Ceci permet de s'assurer d'une couverture adéquate des risques même en cas de crise.

#### III.2. Gestion des risques :

##### III.2.1. Organisation :

III.2.1.1. Principes. — La gestion des risques est intégrée dans la gestion quotidienne de la société. Elle est considérée comme un des leviers du pilotage de la société.

Les principaux risques sont les suivants :

- risques de crédit et de contrepartie
  - risque opérationnel
  - risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire
  - risque relatif aux coûts de financement
  - concentrations de risques
  - risque lié à l'activité et risque stratégique
- MBFS considère les risques suivants comme non significatifs :
- risque de marché
  - risque de participation
  - risque souverain
  - risque lié aux régimes de retraite

III.2.1.2. Fonction de gestion des risques. — Suite à la publication des dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014, la filière Risques a été renommée Fonction de gestion des risques.

La Fonction de gestion des risques s'organise au travers d'un groupe de travail qui se réunit chaque semestre (Comité Risques) afin de :

- Identifier de nouveaux risques ;
- Suivre l'état des risques et notamment les dispositifs de maîtrise en place et cibles ;
- Produire un document consolidé et le diffuser.

La Fonction Gestion des Risques est composée :

- du Responsable de la Fonction de gestion des risques
- de chaque personne en charge de gérer au moins un risque identifié pour MBFS

Le Responsable de la Fonction de gestion des risques est le Directeur Administratif et Financier (dirigeant effectif).

Au titre de l'exercice 2016, deux Comités Risques se sont tenus le 13 avril 2016 et le 14 septembre 2016 couvrant les risques de MBFS et de la succursale française de Mercedes-Benz Bank. Ces réunions ont permis de mettre en exergue certains besoins en interne et d'établir une analyse détaillée des différents risques.

La restitution a été faite à l'organe exécutif le 19 septembre 2016 en association avec le processus « Risk Map » (processus du groupe Daimler). La Risk Map MBFS 2017-2018 a ainsi été validée par l'organe exécutif.

III.2.1.3. Reportings et Outils. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. produit une série de reportings risque pour suivre et gérer les risques, conformément aux exigences de mesure, suivi et contrôle des risques (selon la réglementation bancaire et comptable et les règles du Groupe Daimler Financial Services).

La société a mis en place un ensemble d'outils et d'indicateurs pour faciliter la gestion des risques. Ces outils couvrent la totalité du périmètre du champ d'application de la réglementation bancaire. Cet ensemble est continuellement revu, amélioré et adapté en fonction de l'environnement de risque et la stratégie de risque. Les outils permettent un suivi des risques adapté à notre activité. Par exemple :

- Outils de Scores pour la population Retail (Private, Small Business, Entreprises)
- Outil de Rating pour la population Corporate
- Reportings Gestion de Portefeuille (tableaux de bord sur les acquisitions, les dossiers à dégradation rapide, encours et impayés, coût du risque de crédit)
- Reportings Groupe
- Reportings réglementaires
- Calcul des scénarios de stress

III.2.2. Risque de Crédit et de Contrepartie. — Le risque de crédit est géré en appliquant un cadre de principes et de règles de risques de crédit défini par Daimler Financial Services AG. Toutes les activités de toutes les filiales de Daimler Financial Services AG sont gérées selon ces normes. Par exemple :

- deux signatures par dossier (« Four Eyes Principle »)
- montants de délégation (« Credit Authority Limits »)

De même, la stratégie du risque de crédit est définie au niveau du Groupe Daimler Financial Services. Les autorisations de financement sont données dans le cadre du système de délégation du Groupe et renouvelées chaque année ou avec une durée de validité plus courte (selon le type de lignes).

Mercedes-Benz Financial Services France S.A. réduit le risque sur ses financements de la manière suivante :

- politique de Valeur Résiduelle prudente y compris des garanties du constructeur (OEM)
- politique de prise de gage auprès des préfectures pour certains véhicules financés en crédit
- politique de prise de garanties et sûretés (caution, dépôt de garantie, etc.)
- politique de prise d'assurances (assurance matériel, etc.)

La sécurisation des engagements repose essentiellement sur les sûretés réelles constituées par les véhicules qui, en cas de défaillance font l'objet d'une restitution systématique. La prise d'autres types de garanties permet néanmoins de réduire encore les risques encourus.

La majorité de ces méthodes de réduction de risque ne sont pas éligibles comme facteurs d'atténuation de risque sous l'approche Standard.

III.2.3. Risque Opérationnel. — MBFS France a mis à jour la cartographie des risques opérationnels et identifié 96 risques liés aux 7 process suivants :

1. Origination
2. Contract Management
3. Collection & Litigation
4. Ressources Humaines
5. IT
6. Reporting & Legal
7. Facility Management

Ces risques ont été qualifiés selon la matrice de score suivante :

	IMPACT FINANCIER					
	moins de 10k€	entre 10k€ et 30k€	entre 30k€ et 100k€	entre 100k€ et 500k€	plus de 500k€	
FREQUENCE	5					plusieurs fois par an
	4					1 fois par an
	3					1 fois tous les 3 ans
	2					1 fois tous les 5 ans
	1					1 fois tous les 10 ans
	1	2	3	4	5	

En 2016, MBFS France a consolidé son processus de maîtrise des risques opérationnels au travers des actions suivantes :

1. Revue de la cartographie des risques opérationnels
2. Dispositif de collecte des incidents
3. Analyse des pertes et profits

4. Pilotage des risques opérationnels et report lors du Comité Risques

5. Mise en œuvre de 39 plans d'action dont 9 finalisés

6. Sensibilisation des membres du Comité Exécutif et des référents via une lettre d'information trimestrielle et une présentation annuelle.

Une nouvelle campagne de sensibilisation des collaborateurs est planifiée pour 2017.

III.2.4. Concentrations de Risques :

III.2.4.1 Risque de concentration par contrepartie. — MBFS a 4 grands risques au 31 décembre 2016 pris en compte pour le respect de la limite aux grands risques et 9 risques sur établissements

Pas de dépassement du plafond de concentration de 25 % des fonds propres de l'établissement

III.2.4.2. Risque de concentration sectorielle. — L'exposition sectorielle de l'établissement est liée au secteur d'activité des clients acheteurs des matériels financés (véhicules) et se trouve donc en partie concentrée sur les secteurs du transport, de la logistique et de la location.

La part des secteurs du transport, de la logistique et de la location de véhicules dans le portefeuille global MBFS diminue progressivement au fil des années, en lien avec l'évolution de la répartition de l'encours par type d'actif au profit des véhicules particuliers (+ 2 points en 2016) au détriment des véhicules industriels (- 2 points en 2016), ce qui tend à diminuer le risque de concentration sectorielle de MBFS France.

La répartition par type de clients est sensiblement similaire à celle de 2015.

L'ancienneté et notre connaissance de ces secteurs d'activité ainsi que leur quote-part limitée et en diminution dans l'ensemble du portefeuille de l'établissement assurent une maîtrise de cette exposition sectorielle.

III.2.4.3. Risque de concentration géographique.

(Répartition en pourcentage au 31 décembre 2016 des expositions brutes)

	France	Monaco	Reste du monde	Total au 31 décembre 2016
Expositions brutes	99,3 %	0,3 %	0,4 %	100,0 %

Les activités de MBFS France portent sur le territoire français et dans une très faible part sur Monaco.

III.2.5. Risque lié à l'activité et risque stratégique. — Les risques liés à l'activité sont identifiés et suivis lors des Comités Risques.

Le modèle d'entreprise et la stratégie peuvent être considérés au travers :

— des rendements (RoRAC des acquisitions et du portefeuille)

— de sa position concurrentielle dans son marché (niveau de son indice de pénétration)

— de ses prévisions financières (budgets) établies sur la base d'hypothèses concernant l'environnement économique futur

— de ses plans stratégiques en lien avec le modèle d'entreprise actuel et de la capacité de réalisation de la direction

III.2.6. Risque de Marché. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. ne détient pas de portefeuille de négociation. Aucun risque de marché n'est à mentionner à ce titre.

III.3. Ratio international de solvabilité :

III.3.1. Ratio Réglementaire au 31/12/2016 :

Table 1: Ratio International de Solvabilité.

Les ratios de solvabilité au 31/12/2016 ci-dessous sur la base du CRD IV :

(En million d'Euros)	31/12/2016
Fonds propres	439,6
Montant total d'exposition au risque	2 421,1
Ratio de fonds propres CET1	11,09%
Ratio de fonds propres T1	18,16 %
Ratio de fonds propres total	18,16 %

Les Fonds propres et les ratios au 31/12/2016 intègrent :

— le résultat net de l'exercice clôturé au 31/12/2016 : - 1,22 M€

— la réserve latente nette qui apparaît dans la comptabilité financière des opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat au 31/12/2016 : 131,16 M€

MBFS respecte les exigences réglementaires fixées le 20 mai 2016 par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution : exigences de 8 % de ratio de solvabilité sur instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1).

III.3.2. Fonds Propres Prudentiels. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. détient des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) et des fonds propres de catégorie 2 comme définis dans le règlement (UE) n°575/2013 et l'arrêté du 23 décembre 2013 modifié relatif au régime prudentiel des sociétés de financement.

Table 2 : Fonds Propres Prudentiels :

	(En million d'Euros)
Fonds propres	439,6
Fonds propres de catégorie 1	268,4
Fonds propres de base de catégorie 1 (cet1)	268,4
Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres CET1	183,3
Résultats non distribués	89,8
(-) Autres immobilisations incorporelles	-3,5
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0,0

Fonds propres de catégorie 2 (T2)	171,2
Instruments de capital et emprunts subordonnés éligibles en tant que fonds propres T2	40,0
Eléments de fonds propres T2 ou déductions - autres	131,2

III.3.3. Exigences de Fonds Propres. — Mercedes-Benz Financial Services France SA évalue régulièrement l'adéquation de ses fonds propres en vue de ses activités présentes et futures. De cette façon, les pertes inattendues sont couvertes par les fonds propres. De plus, les pertes attendues sont couvertes dans la procédure budgétaire du Groupe par le biais de provisions calculées d'une manière prudente.

Table 3 : Risques Pondérés & Exigences de Fonds Propres :

(En million d'Euros)	Risques pondérés	Exigences de Fonds Propres
Expositions sur les administrations centrales		
Expositions sur les établissements	17,7	1,4
Expositions sur les entreprises	1 136,4	90,9
Expositions sur la clientèle de détail	1 098,0	87,8
Expositions en défaut	25,2	2,0
Total Risque de Crédit	2 277,3	182,2
Total Risque de Marché	-	-
Total risque opérationnel	143,9	11,5
Total	2 421,1	193,7

Le défaut de paiement est défini par les articles 1 a) et b) de l'article 178 du règlement n° 575/2013.

Les activités de MBFS France portent sur le territoire français et dans une très faible part sur Monaco.

La durée des financements accordés ne dépasse généralement pas les 60 mois.

III.3.4. Expositions par pondération avant/après transfert de risque. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. applique la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer les expositions « Entreprises » et sous certaines conditions, les contreparties « Autres éléments ». La table de correspondance (mapping) appliquée entre les notations Banque de France et les échelons de qualité du crédit est celle validée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution dans l'Annexe C1 du dernier document « Modalités de calcul des ratios prudentiels dans le cadre de la CRD IV ».

Les valeurs des actifs sous-jacents (les véhicules) ne sont pas éligibles comme techniques de réduction du risque de crédit.

La cotation Banque de France permet, sous certaines conditions, d'effectuer un transfert de risque sur un garant bien coté. Les 2 types de garanties considérées sont :

— Caution

— Engagement de Poursuite de Location

Les expositions avant et après transfert de risque sont comme présentées ci-dessous.

Table 4 : Expositions avant/après transfert de risque :

(En million d'Euros)	Exposition avant transfert de risque	Exposition après transfert de risque
Pondération 0 %	4,9	4,9
Pondération 20 %	108,9	108,9
Pondération 50 %	91,3	91,3
Pondération 75 %	1 458,3	1 458,3
Pondération 100 %	1 546,0	1 292,5
Pondération 150 %	33,3	33,3
Total	3 242,6	2 989,2

### III.3.5. Risque de taux :

III.3.5.1. Description synthétique du cadre général. — L'année 2016 s'est inscrite dans le prolongement de l'année 2015, avec notamment une croissance mondiale à niveau proche de 3 %. Cette croissance a été solide en dépit de certains événements qui ont marqué l'année : ralentissement économique chinois, adoption du Brexit, élection de Donald Trump, attentats terroristes, etc.

Les principaux faits marquants de 2016 :

— Interruption de la désinflation mondiale : sous l'effet des actions des banques centrales, des inquiétudes suscitées par le vote en faveur du Brexit et d'un contexte désinflationniste, les taux sont nettement repartis à la hausse. On note quand même que cette désinflation a été freinée par la remontée progressive des prix du pétrole.

— Diminution des échanges mondiaux en lien avec des discours protectionnistes de politique économique.

— Soutien par les pays de l'OPEP des cours du pétrole (prix du baril passé de moins de 30 dollars à près de 55 dollars sur l'année 2016).

— Croissance relativement faible de la zone Euro (1,6 % en 2016). L'inflation de la zone euro reste faible, justifiant la politique monétaire de la BCE (quantitative easings).

— Stabilisation du taux de chômage autour de 10% en France, tout comme en Europe.

— Le rating long terme de Daimler AG s'établit à A2 chez Moody's et à A chez Standard & Poors.

Au niveau de la gestion actif-passif, l'organisation de MBFS est identique à celle de l'année précédente au sein du groupe Daimler :

— le risque général de variation de taux d'intérêt reste piloté par zone monétaire ;

— la responsabilité de chaque pays se limite à la mise en œuvre de cette politique dictée par le Groupe Daimler.

III.3.5.2. Description des outils et de la méthodologie utilisés. — La méthodologie et les outils d'analyse n'ont pas changé. Chaque fin de mois, MBFS FRANCE envoie à l'équipe ALM de Berlin (« middle-office ») un fichier contenant des informations sur les contrats en portefeuille (montant, taux d'intérêt, échéancier ...), le passif (emprunts en cours), ainsi que le bilan simplifié qui contient les positions faisant l'objet d'un amortissement conventionnel (fonds propres, autres actifs et autres passifs).

Le Groupe calcule alors une impasse de taux et de liquidité en mode statique, en déroulant chaque position du bilan :

— Contractuellement pour ce qui concerne les positions clientèle à l'actif, et des emprunts au passif ;

— Conventionnellement pour les autres positions (celles ne portant pas intérêt).

L'impasse est alors calculée par mois de déroulé, et moyennée à l'année, sur la base du total de bilan. La durée moyenne des contrats clientèles étant de 42 mois, seules les impasses des 3 premières années de déroulé sont significatives.

En fonction :

— Des chiffres de taux d'exposition ;

— Des hypothèses de production (en volume) des trois mois suivants ;

— Des objectifs de taux d'exposition décidés en Comité ALM du groupe.

Le Groupe nous préconise alors d'effectuer des opérations de refinancement correctrices.

Le Groupe nous adresse donc la nature du taux (fixe ou variable) ainsi que la maturité à utiliser préférentiellement. Cet ajustement mensuel a pour objectif d'arriver à une situation « match-funded » permanente.

Toutefois, ces préconisations du Groupe restent optionnelles pour MBFS, la Direction locale ayant la responsabilité et toute la latitude pour agir selon les intérêts propres à l'entité locale MBFS France.

III.3.5.3. Description des limites fixées. — Les fourchettes de taux d'exposition sont déterminées par le Groupe Asset & Liability Committee (ALCO). Cette zone de tolérance a pour vocation de pallier aux éventuelles déformations de la structure du bilan, et d'une production prévisionnelle sous ou surévaluée.

A la fin de l'année 2016, le taux d'exposition a été fixé à -1,7 % pour 2017, 1,1 % pour 2018 et enfin 0,9 % pour 2018. Le taux d'exposition 2016 s'écarte légèrement des limites fixées par Daimler AG à hauteur de +/- 2,5% pour les entités DFS de la zone Euro. Cette limite se réduit généralement de façon progressive du fait de la saisonnalité du second semestre.

Exposition au risque de taux (2016) :

Taux d'exposition	Janv.-16	Févr.-16	Mars-16	Avr.-16	Mai-16	Juin-16	Juil.-16	Août-16	Sept.-16	Oct.-16	Nov.-16	Déc.-16	Target (*)
1 an	-2,1 %	-1,0 %	-0,1 %	-0,7 %	-0,5 %	0,2 %	-0,6 %	-1,4 %	1,7 %	-3,1 %	-3,0 %	-1,7 %	0,0 %
2 ans	-0,5 %	-0,3 %	-0,5 %	-0,4 %	0,7 %	1,3 %	-0,1 %	1,4 %	4,2 %	0,5 %	0,6 %	1,1 %	0,0 %
3 ans	-0,3 %	-0,7 %	-2,1 %	-2,0 %	-1,5 %	-0,3 %	-0,1 %	0,6 %	3,2 %	1,5 %	0,5 %	0,9 %	0,0 %

(\*) Au 31/12/2016

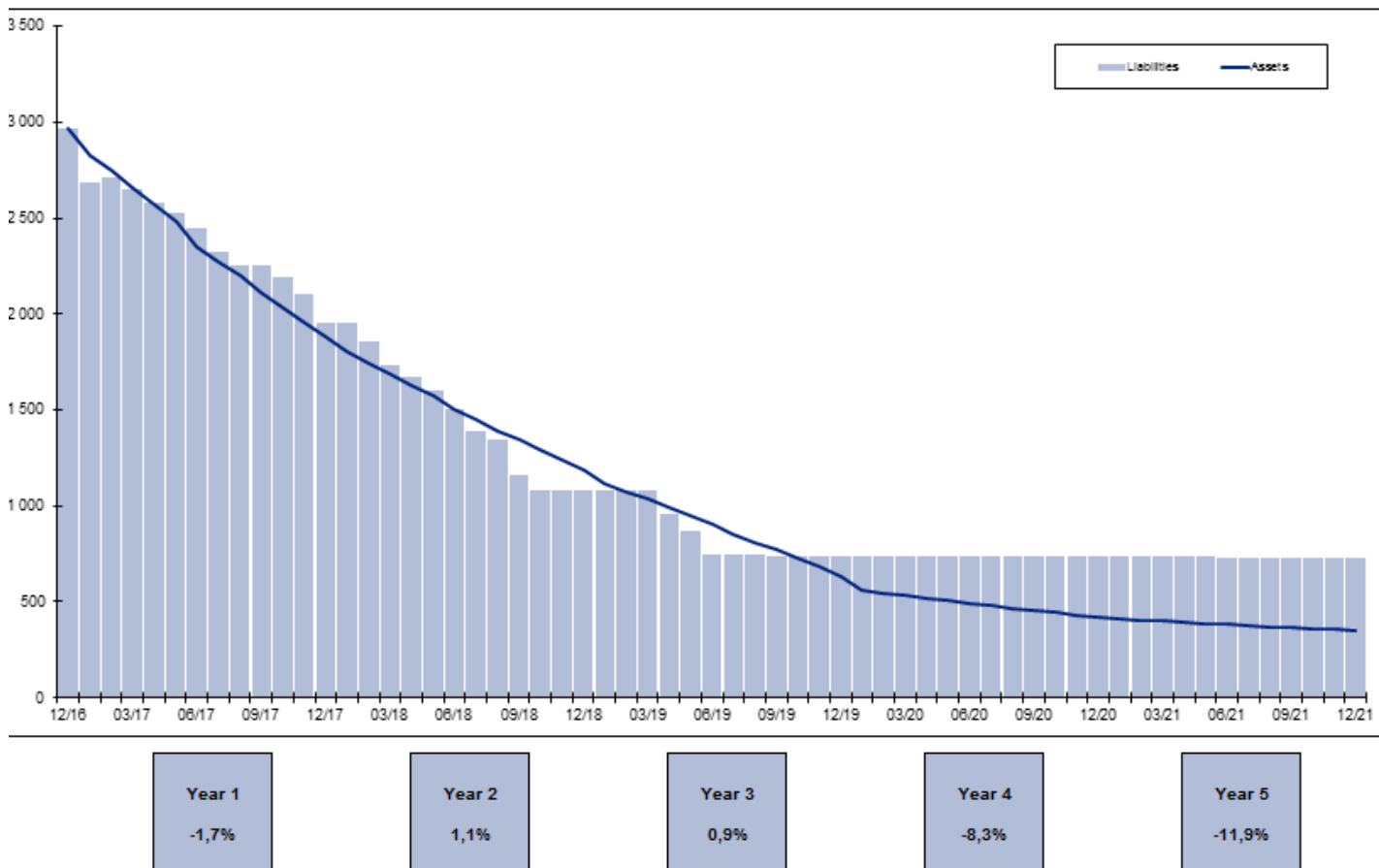
#### Déroule en impasse de taux.

#### France: MBFS, EUR

Report Date 31.12.2016

Average fixed interest rate exposure per year (Mio. EUR)

Page 3 of 5



III.3.5.4. Description synthétique des rapports utilisés. — Les rapports sur les marges adossées ainsi que sur les taux d'exposition sont adressés par la cellule middle-office ALM directement aux départements Controlling et Comptabilité, à la Trésorerie, au Directeur Administratif et Financier ainsi qu'au Directeur Général.

Ces rapports sont mensuels. Ils contiennent la mesure du risque de taux en déroulé statique et dynamique : incidence d'une variation de la courbe de +/- 200 points de base en l'espace d'un an, toutes choses égales par ailleurs (même structure de bilan, même taux d'exposition).

Les préconisations d'actions à mener dans le mois en cours sont adressées par la cellule Front-Office au Directeur Administratif et Financier, au Trésorier et au Manager de la Comptabilité, afin de continuer à respecter les taux d'exposition fixés.

III.3.5.5. Présentation de l'environnement de contrôle. — C'est la cellule ALM du Groupe Daimler qui détermine et préconise les directives à mettre en œuvre en matière de gestion du taux d'intérêt.

Le management local ainsi que les structures opérationnelles (Trésorerie, Comptabilité et Contrôle de Gestion) font le choix de l'application et de l'exécution des instructions du Groupe.

Par ailleurs, MBFS peut réunir un comité de gestion actif-passif à la demande afin de contrôler la mise en œuvre de ces instructions Groupe.

III.3.5.6. Résultat d'un choc uniforme de 200 points de base en l'espace d'un an. — Une première analyse succincte est effectuée par le Groupe avec des hypothèses très réductrices : même structure de bilan, pas de croissance / décroissance d'encours, même impasse de taux, répercussion instantanée et complète des variations de taux de marché sur les taux à la production.

Une deuxième analyse est effectuée en local, avec le même logiciel, mais en prenant les hypothèses du budget quant à l'évolution de l'encours, et en introduisant trois hypothèses de mouvement des taux en introduisant également un délai de trois mois quant à la répercussion de la variation des taux de marché sur les taux de la clientèle.

L'intérêt de cette analyse est de déterminer quel sera le comportement du PNB si les taux varient de telle façon, et que le Groupe conserve sa politique d'exposition. Cela permet également de comparer l'évolution du PNB en fonction d'un déplacement de la courbe des taux de façon uniforme (vers le haut ou vers le bas), ou en cas de déformation de celle-ci (hausse ou baisse des taux courts).

#### Analyse statique.

France: MBFS				Report date 31/12/2016
Gross interest margin simulation (Tsd. EUR)				Page 1 of 1
Balance sheet total	2 963 079	Simulation Period	31/12/2016 – 31/12/2017	

Interest Income	Constant	Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	69 244	69 108	69 160	68 932	68 624	68 983
Condition contribution	86 561	86 561	86 560	86 562	86 563	86 562
Structure contribution	-17 317	-17 453	-17 400	-17 630	-17 939	-17 579
On-balance	-17 317	-17 453	-17 400	-17 630	-17 939	-17 579
Dérivatives	0	0	0	0	0	0

Interest Income	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to interest rate scenario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	69 244	-136	-85	-312	-620	-261
Condition contribution	86 561	0	-1	1	2	0
Structure contribution	-17 317	-136	-83	-313	-622	-262
On-balance	-17 317	-136	-83	-313	-622	-262
Dérivatives	0	0	0	0	0	0

Interest Margins	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to interest rate scenario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	2,337 %	-0,005 %	-0,003 %	-0,011 %	-0,021 %	-0,009 %
Condition contribution	2,921 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %
Structure contribution	-0,584 %	-0,005 %	-0,003 %	-0,011 %	-0,021 %	-0,009 %
On-balance	-0,584 %	-0,005 %	-0,003 %	-0,011 %	-0,021 %	-0,009 %
Dérivatives	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %

III.3.5.7. Résultats des indicateurs de mesure du risque de taux :

EVOLUTION DES TAUX EN 2016. — Pendant l'année 2016, les taux interbancaires sont restés très bas et ont même continué de baisser, notamment sur le premier semestre de l'année. Les maturités les plus courtes (Eonia, Euribor 1 mois ET Euribor 3 mois) sont restées à des niveaux négatifs.

Quelques sursauts se sont fait ressentir, notamment au premier trimestre puis à l'été. Ces à-coups correspondent à des anticipations avant les annonces officielles de la BCE, qui en mars 2016, a abaissé son taux directeur à 0 et également aux premières réactions au vote du Brexit.

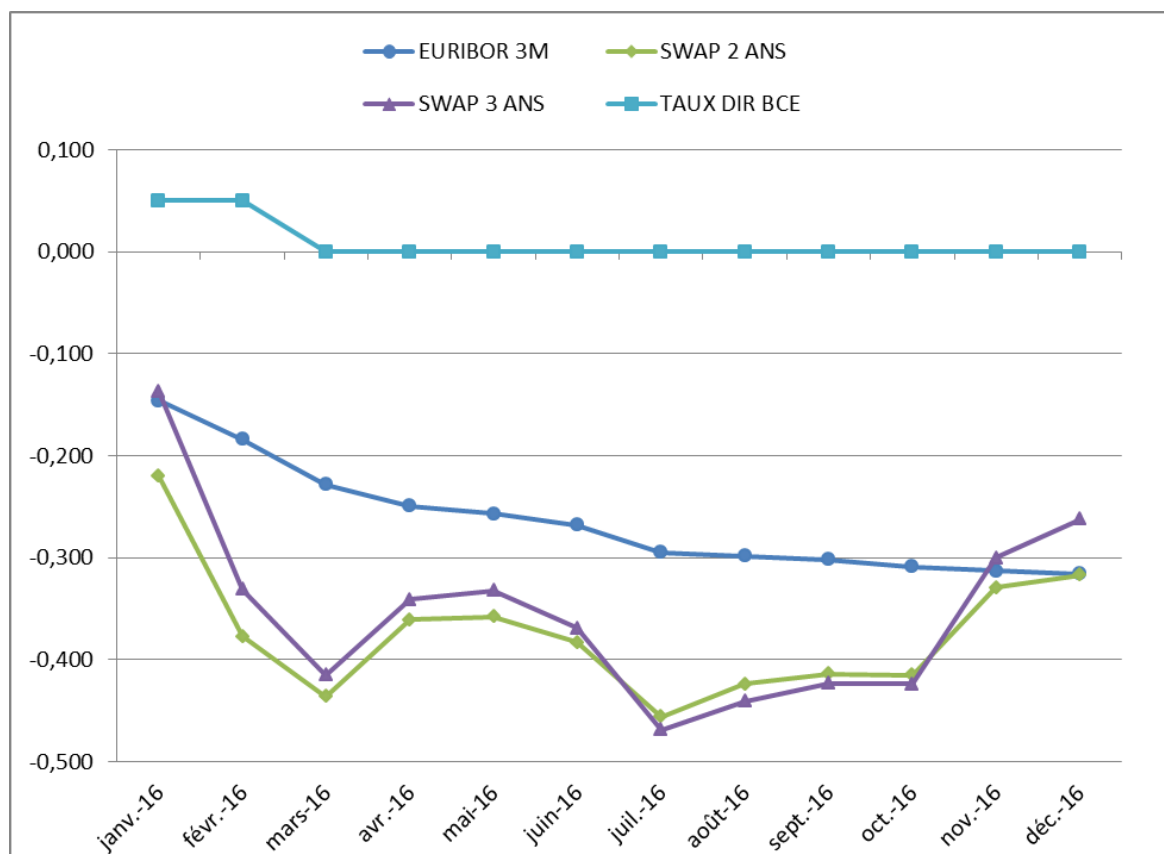
Par ailleurs, on constate une reprise haussière amorcée depuis le dernier trimestre 2016, du fait de :

— l'élection de Donald Trump ;



— les annonces de la Réserve Fédérale américaine affirmant son objectif de ramener progressivement son taux directeur à des niveaux plus élevés (3 hausses successives annoncées pour l'année 2017).

## Evolution des taux en 2016.



La désinflation s'est prolongée en 2016 (niveau resté stable autour de 0% en moyenne annuelle) sans qu'un véritable processus déflationniste ne soit enclenché. Cette situation a impacté le niveau des taux d'intérêt et influencé les politiques accommodantes des banques centrales.

Les marchés financiers ont connu une évolution favorable en 2016, avec des indices boursiers en progression avec une nervosité et une volatilité des marchés, comme illustré par l'indice CAC 40 qui termine sur une progression de + 4,86 % à fin Décembre 2016.

Ainsi en 2016, les taux de refinancement de MBFS France ont été très avantageux, profitant pleinement de taux d'intérêts bas. Pendant cette année, MBFS France a essentiellement mis en place des emprunts classiques (taux fixe) auprès du Groupe ou de banques locales pour des maturités allant jusqu'à 3 ans. En 2016, MBFS France n'a pas contracté de nouvel instrument financier. De plus, la stratégie de Daimler AG et par conséquent celle de MBFS France fut de gérer son portefeuille avec l'objectif de maintenir une position proche de 0 %. Ainsi, l'exposition cible (entre 1 et 3 ans) positionnée à 0 % en début d'année 2016 a été maintenue au même niveau au cours de l'année.

III. 3.5.8. Résultat des contrôles permanents menés en matière de risque de taux. — Les tests ICS menés en 2016 n'ont révélé aucune anomalie significative. En revanche, le Groupe avait mis en place une procédure d'alerte dès 2011, en cas de forte variation des taux d'intérêt afin de pouvoir mieux ajuster les grilles tarifaires au sein de notre réseau.

### III. 3.6. risque de liquidité :

III. 3.6.1. Description synthétique du cadre général. — L'encours de financement MBFS France a progressé en 2016, passant de 1.955 M€ en janvier 2016 à 2,270 M€ en décembre 2016, soit une augmentation de 315 M€ (+ 16 %).

Au 31 décembre 2016, la composition du portefeuille de MBFS France se répartit de la façon suivante entre les 2 sources de refinancement:

- 49 % avec Daimler AG ;
- 51 % avec les banques.

Cette répartition a varié essentiellement en fonction des conditions de marché offertes à MBFS France par les banques locales et celles dont fait bénéficier le groupe Daimler à sa filiale française.

Conformément aux articles 181 et 183 de l'arrêté du 3 novembre 2014, les dirigeants effectifs fixent au moins une fois par an la répartition de refinancement entre banques locales et Daimler AG. Ce dernier donne son accord tous les mois quant à la stratégie de refinancement adoptée par MBFS France.

Tout au long de l'année 2016, MBFS France a continué de disposer de toute la latitude accordée par le Groupe dans le choix de ses partenaires bancaires.

Pour assurer les besoins de trésorerie de MBFS France :

- des financements ont été mis en place sur des maturités courtes avec le Groupe ;
- des financements sur les maturités long terme répartis de manière équilibrée entre le Groupe et les banques locales.

MBFS France a ainsi pu bénéficier des meilleurs taux et conditions financières, conformément à l'article 160 de l'arrêté du 3 novembre 2014.

Pour maintenir un ratio de liquidité satisfaisant, MBFS France a continué de s'appuyer sur une lettre d'engagement (émise par Daimler AG) à hauteur de 500 M€ répondant aux critères d'éligibilité de l'ACPR.

En plus du ratio de liquidité, MBFS France établit un tableau prévisionnel quotidien de trésorerie sur 7 jours.

Répartition des financements au 31 décembre 2016

Contreparties	Lignes (Moi.EUR)	Court terme (inf. à 1 an)	Long terme (sup. ou égal à 1 an)	Total emprunts (Mio.EUR)	Pourcentage du refinancement
Groupe	0	120	1 000	1 120	49,34 %
Hors Groupe	1 760	0	1 150	1 150	50,66 %
Total	1 760	120	2 150	2 270	100,00 %

III.3.6.2. Stress Scenarii utilisés pour mesurer le risque encouru en cas de forte variation des paramètres de marché. — Concernant les stress scenarii, nous avons conservé les mêmes hypothèses depuis 2009. La crise financière que nous avons traversée nous a permis de constater que ces scenarii étaient pertinents.

En effet, d'une part, les niveaux de spreads pris dans nos hypothèses sont les plus élevés que nous ayons connus (au début de l'année 2009).

D'autre part, la crise nous a également démontré que le Groupe Daimler avait la capacité financière d'assurer le refinancement de ses filiales.

Enfin, MBFS France S.A. a enrichi ses modes de refinancement en mettant en place une succursale bancaire de la MB Bank AG, lui donnant la possibilité d'accéder à la liquidité de la MB Bank AG. Le fait de pouvoir accéder à ces liquidités constitue un élément important en période de crise.

III.3.6.3. Résultat des contrôles permanents menés en matière de risque de liquidité. — Les tests ICS menés en 2016 n'ont révélé aucune anomalie significative.

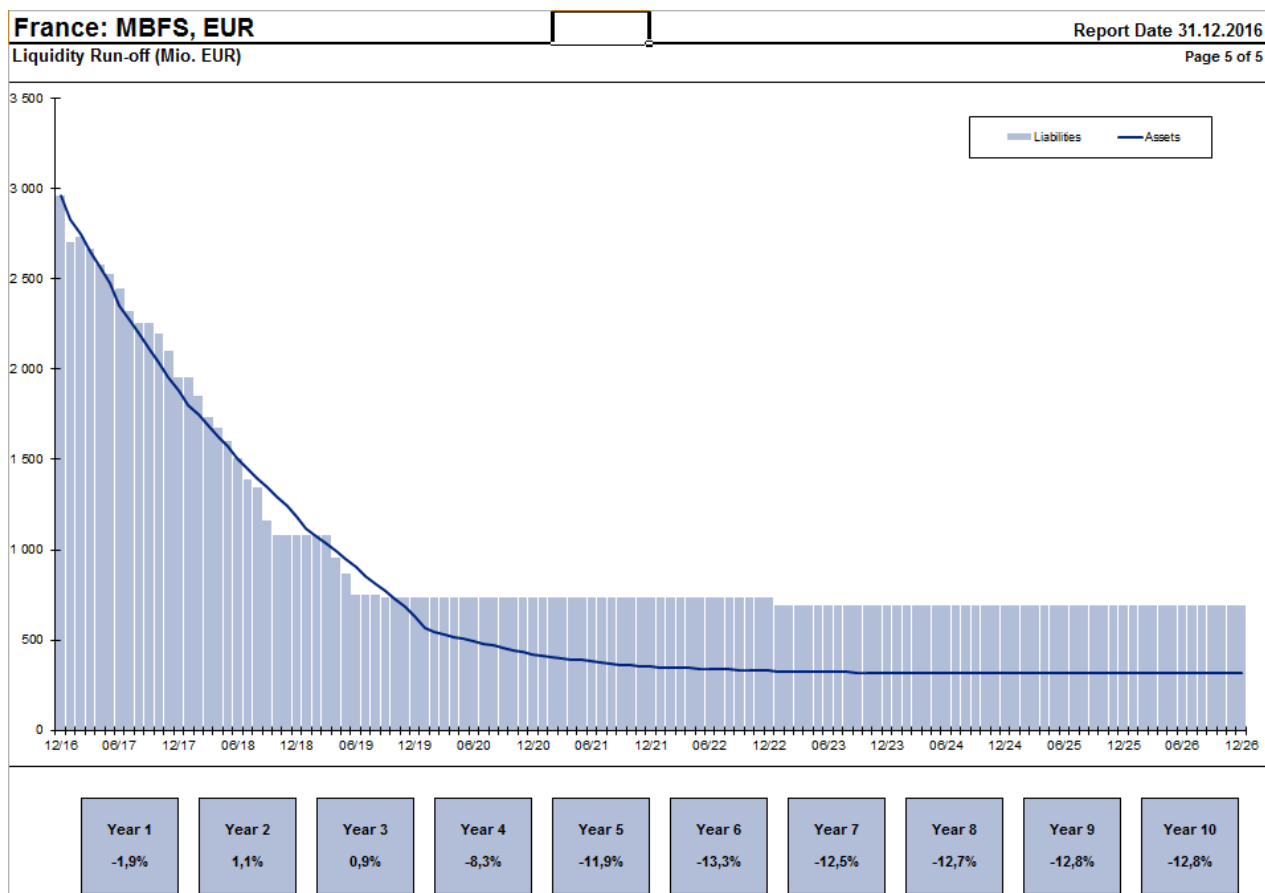
Le dispositif de contrôle a été renforcé avec la mise en place de tableaux prévisionnels à sept jours (suivant le principe des quatre yeux).

Exposition au risque de liquidité.

Taux d'exposition	Taux d'exposition au risque de liquidité 2016												
	janv.-16	févr.-16	mars-16	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16	Target (*)
1 an	-3,9 %	-2,6 %	-1,5 %	-1,9 %	-1,5 %	-0,5 %	-1,2 %	-1,9 %	1,4 %	-3,4 %	-3,3 %	-1,9 %	0,0 %
2 ans	-0,7 %	-0,4 %	-0,5 %	-0,4 %	0,7 %	1,3 %	-0,1 %	1,4 %	4,2 %	0,5 %	0,6 %	1,1 %	0,0 %
3 ans	-0,3 %	-0,7 %	-2,1 %	-2,0 %	-1,5 %	-0,3 %	-0,1 %	0,6 %	3,2 %	1,5 %	0,5 %	0,9 %	0,0 %

(\*) Au 31/12/2016

#### Déroule de liquidité au 31/12/2016.



#### IV. — Evolution prévisible de la situation de la société & perspectives d'avenir.

Sur l'année 2016, la situation de Mercedes-Benz Financial Services France a principalement été marquée par une forte croissance de ses activités de financement ainsi que la décision stratégique du Groupe de modifier la séquence de déploiement du programme GET ONE avec pour conséquence l'arrêt du programme GET Ready en France.

IV.1. Croissance. — En 2016, MBFS a bénéficié de la progression du volume des ventes de véhicules particuliers (VP), de véhicules utilitaires (VUL) et de véhicules industriels (VI). Cette augmentation des ventes a été portée par la croissance du marché français et surtout par le succès des modèles du Groupe Daimler. Par ailleurs, dans ce marché en hausse, notre indice de pénétration (IP) toutes activités confondues a continué de progresser passant de 42,5 % en 2015 à 44,2 % en 2016. L'IP du segment VP est passé de 48,4 % de 2015 à 50,9 % en 2016. Cette progression a été essentiellement portée par les programmes commerciaux conjoints avec le constructeur menés sur les segments véhicules particuliers (VP) et véhicules utilitaires (VUL). Les deux segments véhicules industriels (VI) et Bus ont quant à eux fortement souffert de la concurrence tarifaire bancaire.

Dans ce contexte, l'initiative Daimler Fleet Management (DFM) lancée au second semestre 2015 a rencontré un très fort succès confirmant ainsi la croissance rapide du marché de la location commerciale en VP. A titre indicatif, DFM avait enregistré 680 commandes et 380 livraisons à fin 2015. Sur l'année pleine 2016, les commandes ont atteint 1340 véhicules et les livraisons 1306 véhicules, au-delà des attentes ambitieuses fixées dans le budget.

Enfin, le rachat de la société Athlon Car Lease International B.V. par Daimler Financial Services (DFS) en décembre 2016 témoigne de l'importance qu'attribue le Groupe aux activités de location et de gestion de flottes de véhicules. Cette acquisition permet de renforcer le partenariat existant entre nos deux sociétés pour l'activité DFM. Par ailleurs, une réflexion a été engagée début 2017 afin de définir les synergies et opportunités communes à mettre en œuvre dans le futur.

IV.2. Réorientation stratégique. — MBFS France était pilote des programmes GET ONE et GALA depuis mi 2014. Suite à la réorientation stratégique du programme GET ONE décidée en septembre 2016, l'ordre et la séquence des pays pilotes ont été modifiés en accord avec MBFS France. L'Allemagne, par le biais de la MBB est devenue le pays pilote de l'ensemble du programme. Tous les pays du programme GET ONE seront appelés à se greffer ultérieurement sur la solution mise en œuvre au sein de la MBB dans une approche dit Roll-in.

### Décisions de l'organe exécutif de Daimler Financial Services

Approche recentrée sur le logiciel de gestion des contrats

Fusion de l'équipe projet européenne avec l'équipe allemande (Mercedes-Benz Bank)

MBFS France et les autres pays (Royaume-Uni, Espagne, Italie) recevront les nouveaux systèmes de la Mercedes-Benz Bank

Le projet GET ONE est maintenu mais la séquence des pays change :

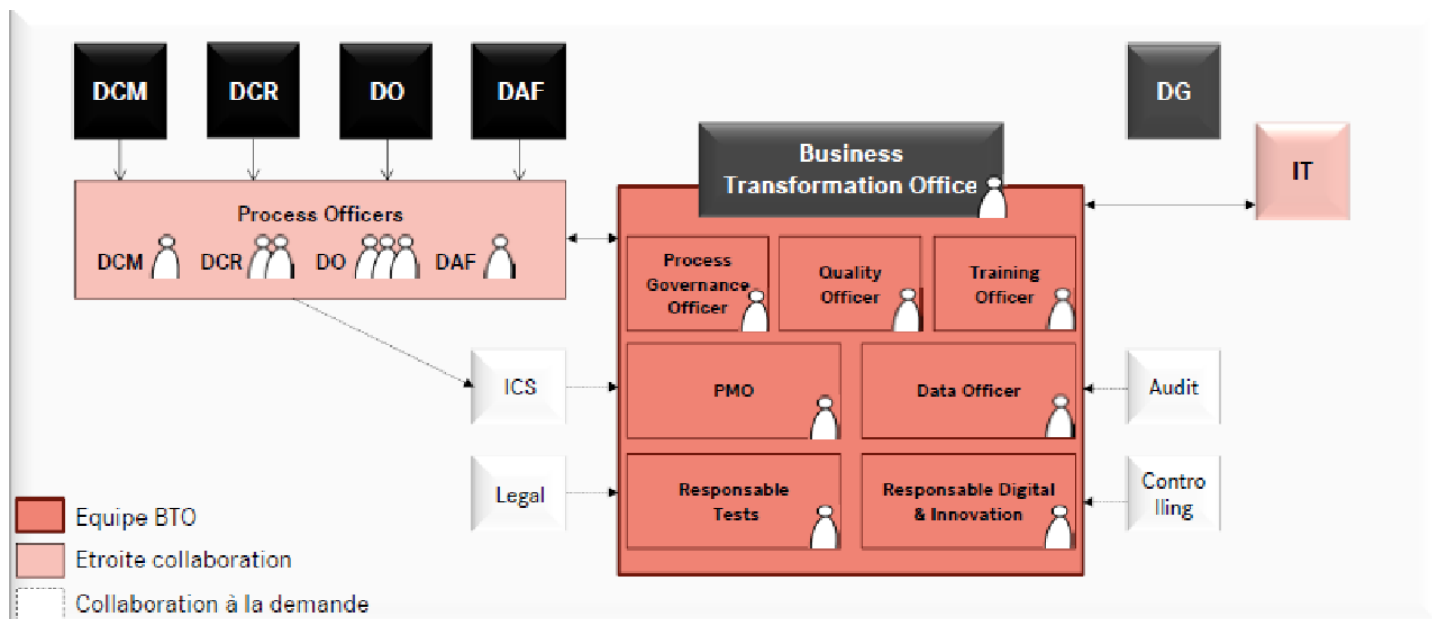
L'Allemagne est désormais le pays pilote et non plus la France.

### Ce que cela veut dire pour MBFS France

- Arrêt des activités projets GET ONE en France et de l'engagement avec ces prestataires
- Réintégration des collaborateurs de l'équipe projet dans les autres départements de MBFS France ou autres entités Daimler
- Impact financier de -1,3 M€ à cause des passages par pertes des immobilisations liées au projet

- Approche « roll-in » pour les succursales
- Planning et approche générale communiqués au 1er trimestre 2017

Les activités françaises liées aux programmes GET ONE, GALA et GET READY ont été arrêtées depuis le mois de septembre 2016 et les équipes jusque-là dédiées aux différents projets ont été réintégrées au sein de l'organisation MBFS donnant lieu à la mise en place d'une nouvelle organisation.



Cette nouvelle organisation comprend la mise en place du Business Transformation Office (BTO) ainsi que 8 Process Officers au sein des différentes Directions avec les missions suivantes :

- Mise en œuvre de Business Process Management, méthode de gestion et d'optimisation des processus dans l'entreprise.
- Amélioration de la qualité des données y compris Master Data Management.
- Digitalisation des processus clefs de nos opérations.
- Mise en œuvre d'un programme de formation métiers sur l'ensemble des processus clés.

Cette nouvelle structure pourra s'appuyer sur l'ensemble des travaux effectués pendant le programme GET ONE et capitaliser sur le travail et les enseignements de ces deux dernières années.

IV.3. Transformation culturelle. — En parallèle de la nouvelle organisation mise en place, une transformation culturelle a été amorcée au sein de MBFS en 2016. Elle a dans un premier temps débuté avec l'ensemble du Management en 2016 et va s'appliquer à tous les collaborateurs en 2017.

Le but de ce programme est d'améliorer le fonctionnement de l'entreprise et de la préparer aux évolutions futures de notre industrie. Entre autres, le programme a pour objectif de développer une meilleure collaboration transversale entre les Directions et les Services, mais aussi d'impliquer l'ensemble des collaborateurs dans la recherche et la mise en œuvre des évolutions stratégiques nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

IV.4. La conformité réglementaire. — L'année 2016 aura été l'occasion de traiter 4 principaux sujets liés à la conformité et ou à l'évolution de la réglementation bancaire :

Dispositif de Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : Au cours de l'année 2016, MBFS FRANCE a initié un travail d'analyse de la nouvelle Directive Européenne relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme qui entrera en vigueur au cours du deuxième semestre 2017.

La première démarche a consisté à analyser les points de conformité qui devront être mis en œuvre préalablement à la transposition de ce nouveau texte réglementaire en droit français.

Les points d'actions ont été les suivants :

- Perfectionner et automatiser notre dispositif de détection des personnes politiquement exposées ;
- Perfectionner et automatiser notre dispositif de détection des bénéficiaires effectifs d’une relation contractuelle ;
- Perfectionner l’application du dispositif national de gel des avoirs à notre dispositif anti criminalité (processus du groupe Daimler Sanction List CAS.)

Par ailleurs, une nouvelle directive du groupe Daimler est également entrée en vigueur en Juin 2016. Ce nouveau texte n'a pas apporté de modification majeure à notre dispositif existant. Cette directive du groupe Daimler renforce la communication existante entre les entités dont MBFS FRANCE avec le Groupe DAIMLER par le biais de reportings plus complets. Ce nouveau dispositif d'échange d'informations permettra à l'avenir une meilleure identification du risque de LCB-FT au sein du Groupe DAIMLER.

- SAP Hardening : projet à l'initiative de la direction des systèmes d'information et de la direction administrative et financière visant un renforcement de la sécurité du système SAP ainsi qu'une mise en œuvre de dispositions relatives à la conformité.

— **Reforme droit des contrats** : L'ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations est entrée en vigueur au 1er octobre 2016. Elle poursuivait plusieurs objectifs à savoir renforcer la sécurité juridique des contrats et la préservation des intérêts de la partie dite « la plus faible ». Sur l'exercice 2016, MBFS a procédé à une revue globale de ses contrats pour assurer leur conformité à ces nouvelles dispositions.

— Directive 2016/97 du 20 janvier 2016 – DIA 2 : réforme visant la distribution d'assurances. L'intermédiation en assurance étant une activité accessoire de MBFS, ce sujet est toujours en cours d'analyse et les évolutions réglementaires y afférents sont suivies avec attention.

Durant l'exercice 2017, MBFS va mener 8 projets significatifs visant la conformité réglementaire, comptable et fiscale :

— Lutte Contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

Au vu de la prochaine transposition en droit national de la 4ème Directive européenne relative à la Lutte Contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du Terrorisme, MBFS France a initié au cours de l'année 2016 l'identification des prochaines évolutions réglementaires et de leurs impacts opérationnels. Ces axes d'améliorations ont été inscrits dans la planification des projets « Road Map » pour 2017 et feront l'objet de développements informatiques et d'adaptations des différentes procédures impactées.

— Datawarehouse DWH 2.0

Suivant les dernières crises financières de nombreuses évolutions réglementaires ont été mises en place, accompagnées de besoins accrus en termes de reporting mais aussi de qualité des informations présentées. Dans ce contexte, le Comité de Bâle a publié le 9 janvier 2013 un ensemble de principes sous la dénomination BCBS 239 dont l'objectif est de permettre aux banques d'améliorer leurs capacités de production et de fiabilisation des reportings réglementaires. Les évolutions attendues de la Centralisation des Risques de la Banque de France (informations complémentaires sur le défaut) militent pour une mise en œuvre prioritaire.

Le développement du Datawarehouse apparait comme un prérequis pour le développement d'autres projets figurant sur la feuille de route 2017 de MBFS France.

Le projet DWH 2.0 vient prolonger les actions effectuées en 2016 et porte sur :

- documentation de toutes les sources et les calculs utilisés par la Direction Commerciale et Marketing (par exemple le Dealer Profitability Tool) et les Assurances
- dictionnaire de données pour les données de la Direction Commerciale et Marketing, et les Assurances
- modification de l'architecture avec un « Data Lake » (Miroir des sources internes et externes)
- amélioration des reportings aux utilisateurs

— Optimisation du Reporting Règlementaire, Comptable, Fiscal et Groupe IFRS : En lien avec les développements requis sur le DWH et sur SAP, et compte tenu du besoin croissant de granularité de l'information comptable et financière produite (demandes ACPR / Groupe / Tax / Audits), la refonte et l'optimisation du reporting FC nous semble essentielle pour permettre aux équipes de la DAF de disposer d'outils adaptés.

— Multi GAAP Portfolio Contract Accounting dans le système comptable SAP (analyse en 2017) : Multi GAAP Balance et Etats financiers French GAAP & IFRS dans SAP, ainsi que le suivi et la participation aux projets Daimler IFRS 9/10/15/16

— Data Protection : Mise en œuvre de la réforme européenne sur la protection des données : Les nouvelles dispositions européennes sur la protection des données, qui visent à rendre aux citoyens le contrôle de leurs données personnelles et à créer un niveau élevé et uniforme de protection des données à travers l'UE, adapté à l'ère numérique, ont été adoptées. Le règlement met à jour et modernise les principes inscrits dans la directive de 1995 sur la protection des données afin de garantir le droit à la vie privée. Il se concentre sur les éléments suivants : renforcer les droits individuels et le marché intérieur de l'UE, garantir une mise en œuvre plus stricte des règles, faciliter les transferts internationaux de données à caractère personnel, et mettre en place des normes internationales de protection des données. La réforme représente une étape essentielle pour renforcer les droits fondamentaux des citoyens à l'ère numérique et pour faciliter les échanges commerciaux en simplifiant les règles pour les entreprises. Dans ce contexte, un projet conséquent est lancé pour garantir une mise en conformité des systèmes de données et plus généralement le traitement de la donnée personnelle au sein de MBFS avant l'entrée en vigueur de ces dispositions prévue pour mai 2018.

— Factures électroniques Clients et Fournisseurs : D'ici 2020, toutes les factures entre l'Etat et ses fournisseurs seront dématérialisées. Le calendrier de mise en œuvre est fonction du nombre de salariés. Dans le cas de MBFS, la date de mise en œuvre est le 1er janvier 2018. De plus, la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, prévoit une obligation pour les entreprises d'accepter les factures électroniques entre les entreprises du secteur privé suivant le même calendrier.

## V. — Information relative au capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires qui possédaient plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers et des deux tiers du capital social ou des droits de vote au jour de clôture de l'exercice soumis à votre approbation :

La société Mercedes-Benz France possède 99,99 % du capital social.

En application de l'article L.225-100 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucune délégation n'a été accordée au cours de l'exercice.

## VI. — Etat de l'actionariat salarié

Dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale visé à l'article L.225-102 du Code de commerce, le personnel salarié de la société ne détient aucune participation au capital de la société.

Par ailleurs, aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

Conformément à ce qui était prévu en 2005, des accords d'Intéressement, de Participation et de Plan d'Epargne d'Entreprise ont été conclus le 16 juin 2005 entre les représentants du personnel et la société.

Au titre de l'exercice 2016, aucune réserve légale de participation n'a été constituée.

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2016, il a été constitué une provision pour intéressement de 1 202 400 euros qui sera versé en mai 2017 aux salariés.

Afin d'inciter les collaborateurs à épargner au sein du PEE, une politique d'abondement a été mise en place, permettant au collaborateur de percevoir un abondement de l'entreprise dès le premier euro placé.

## VII. — Dividendes versés au titre des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des exercices 2013 et 2014, il n'a été versé aucun dividende.

Toutefois, il est précisé qu'au cours du dernier exercice, des dividendes ont été versés aux actionnaires au titre de l'exercice 2015, de la manière suivante :

- 0,52 euros par action détenue, soit 7 943 221,00 euros,

Les six actionnaires personnes physiques ont renoncé au bénéfice de ce paiement de dividende.

## VIII. — Liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social.

Le Conseil d'administration comprend actuellement 3 membres.

	Date de première nomination	Mandat actuel expirant à l'ag statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	Fonction principale exercée dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute autre société
Monsieur Christian PETERS	09/12/2011	31/12/2017	- Administrateur et Président du Conseil d'Administration - Dirigeant responsable au sens de l'Article L.511-13 du Code	

Monsieur Jean-Jacques NUEL	16/07/2012	31/12/2017	Monétaire et Financier (Anc. Art. 17 de la loi bancaire) <i>Validation ACP en date du 05 juillet 2012</i> Directeur Général et Administrateur Dirigeant Effectif au sens de l'Article L.511-13 du Code Monétaire et Financier <i>Validation ACP en date du 13 septembre 2012</i>	
Monsieur Marc LANGENBRINCK	27/12/2013	31/12/2017	Administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration	Président de la société Mercedes-Benz France SAS

A cet égard, nous vous indiquons qu'aucun Administrateur n'a perçu de jeton de présence au cours de l'exercice écoulé.

### IX. — Rémunérations allouées aux mandataires sociaux.

La société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

### X. — Montant des dépenses somptuaires.

En application des articles 39-4 et 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'aucune dépense ou charge somptuaire non déductible fiscalement n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé.

### XI. — Proposition d'affectation du résultat.

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016 se solde donc par une perte après impôt de 1 218 303,93 € que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

Report à nouveau de l'exercice écoulé	85 291 016,41 €
Reserve légale avant affectation :	4 506 500,60 €
Montant des capitaux propres avant affectation	273 135 586,64 €
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016	-1 218 303,93 €
Proposition d'affectation du résultat déficitaire au report à nouveau :	
Reserve légale après affectation :	4 506 500,60 €
Report à nouveau après affectation :	84 072 712,48 €
Montant des capitaux propres après affectation :	271 917 282,71 €

### Résultats.

Concernant les comptes sociaux de la société au cours des cinq derniers exercices (articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
Capital social dont versé	143 305 104	143 305 104	143 305 104	183 305 100	183 305 100
Nombre d'actions émises	11 942 092	11 942 092	11 942 092	15 275 425	15 275 425
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
<b>Résultat global des opérations effectuées :</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	503 072 417	540 320 315	601 681 782	628 202 950	685 207 241
Résultat avant impôts, amortis. et provisions	441 198 374	476 756 323	541 469 616	573 818 616	613 675 987
Impôt sur les bénéfices	2 595 309	-	1 849 845	4 703 693	6 684 485
Résultat après impôts amortis. et provisions	17 706 628	1 555 101	13 274 434	8 406 677	-1 218 304
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action :</b>					
Résultat après impôts mais avant amort. et provisions	36,73	39,92	45,19	37,26	39,74

Résultat après impôts amortis. et provisions	1,48	0,13	1,11	0,55	-0,08
Dividende versée à chaque action	-	-	-	-	-
<b>Personnel :</b>					
Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	184	187	208	245	260
Montant de la masse salariale	9 428 484	9 974 417	10 869 798	12 225 434	14 357 032
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	4 643 411	5 073 828	5 612 116	6 928 037	6 982 187

Glossaire des principales abréviations :

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
ALCO	Asset and Liability Committee
ALM	Asset and Liability Management
ASF	Association française des Sociétés Financières
BCE	Banque Centrale Européenne
BdF	Banque de France
BPC	Comité des Pratiques Commerciales
BPI	Banque Publique d'Investissement
BPO	Bureau des Pratiques Commerciales
CF	Complémentaires Financières
CFPB	Centre de Formation de la Profession Bancaire
CGI	Prestataire Informatique fournissant Phoenix
COC	Center of Competence
COREP	Common Solvency Ratio Reporting
CRD IV	Directive sur les exigences de fonds propres
CSI	Customer Satisfaction Index
Daimler AG	Groupe Daimler
DAF	Direction Administrative et Financière
DCM	Direction Commerce et Marketing
DCR	Direction Crédit et Risque
DFM	Daimler Fleet Management
DFS	Daimler Financial Services
DG	Direction Générale
DO	Direction des Opérations
DP	Direction Production
DRC	Direction Relation Clients
DRCR	Département Recouvrement, Contentieux et Recommercialisation
DSI	Direction Systèmes d'Information
DSI	Dealer Satisfaction Index
EBIT	Earning Before Interest and Tax
e-POS	e-Point of Sales
ER	Engagement de Reprise
ERTM	Engagement de Reprise à Tout Moment
ETP	Equivalent Temps Plein
FRE	Frais de Remise en Etat
FSD	Financement Stock Distributeur
FSM	Finance Service Manager
GPA	Global Partnership Agreement
GVN	Garantie Valeur à Neuf
ICS	Internal Control System
ICE	Internet Calculator Europe
LAB-FT	Lutte Contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du Terrorisme
LCM	Local Compliance Manager
LLD	Location Longue Durée



LOA	Location avec Option d'Achat
MB	Mercedes-Benz
MB Bank AG	Mercedes-Benz Bank AG
MBCW	Mercedes-Benz CharterWay
MBF	Mercedes-Benz France
MBFS SA	MBFS France SA Mercedes-Benz Financial Services France
MIF	Management Information Factory
NPL	Non Performing Loans
OP	Operative Planning
OPEX	Operating Expenses
PCA	Plan de Continuité d'Activité
PMO	Project Management Office
PNB	Produit Net Bancaire
PSI	Process & System Integration
RCTS	Risk Control Tracking System
RoE	Return on Equity
RoRAC	Return on Risk Adjusted Capital
SAP	System Application Products
SGACPR	Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
SEPA	Single Euro Payment Area
SLA	Service Level Agreement
SOA	Sarbanes Oxley Act
SSC	Shared Service Center
VFL	Valeur en Fin de Location
VI	Véhicule Industriel
VN	Véhicule Neuf
VO	Véhicule Occasion
VP	Véhicule Particulier
VR	Valeur Résiduelle
VUL	Véhicule Utilitaire Léger
WFS	Outil IT Wholesale Financing System
WOS	Write Off Severity
ZM	Zone Manager

## B. — Comptes sociaux.

### I. — Situation publishable non consolidée au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Note	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales, ccp	4.1.1	1 256	1 248
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	4.1.1	293	671
Prêts à la clientèle financière	4.1.2 à	78 380	20 443
Opérations avec la clientèle	4.1.4	382 500	383 904
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	4.1.6 à	1 584 484	1 423 768
Location simple	4.1.8	597 655	562 154
Immobilisations incorporelles	4.1.5	3 470	4 245

Immobilisations corporelles	4.1.5	743	2 543
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	4.1.9	79 439	59 101
Comptes de régularisation	4.1.10	1 322	780
Total		2 729 541	2 458 858

Passif	Note	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs données en pension BdF		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	4.2.1	1 162 071	1 225 153
Opérations avec la clientèle	4.2.2	1 095 896	735 624
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	4.2.3 à 4.2.4	92 731	121 457
Comptes de régularisation	4.2.5	61 711	50 619
Provisions pour risques et charges	4.2.6	3 995	4 924
Dettes subordonnées	4.2.7	41 220	40 003
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG		-	-
Capital souscrit	4.2.8	183 305	183 305
Primes d'émission	4.2.8	33	33
Réserves	4.2.8	4 507	4 086
Écart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements		-	-
Report à nouveau	4.2.8	85 291	85 248
Résultat en instance d'approbation		-	-
Résultat de l'exercice	4.3	-1 218	8 407
Total		2 729 541	2 458 858

## II. — Hors bilan non consolidé au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros.)

Hors bilan	Note	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements en faveur de la clientèle	4.4.1	335 208	361 207
Engagements de garantie			
Engagements de titre			
Autres engagements			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissement de crédit	4.4.1	10 023	10 023
Engagements reçus de la clientèle	4.4.1	500 000	500 000
Engagements de garantie			
Garanties reçues de la clientèle (MERCEDES-BENZ France SA Set le réseau)	4.4.2	874 134	832 753
Engagements de titre			
Autres engagements			

## III. — Compte de résultat publiable non consolidé au 31 décembre 2016.

	(En milliers d'Euros)	Note	31/12/2016	31/12/2015
+	Intérêts et produits assimilés	4.3.1	21 150	22 758
-	Intérêts et charges assimilés	4.3.1	-20 911	-25 079
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	4.3.2	572 836	506 506
-	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	4.3.2	-507 377	-450 252
+	Produits de location simple	4.3.2	175 737	172 077
-	Charges de location simple	4.3.2	-170 827	-158 417
+	Revenus des titres à revenu variable		-	-
+	Commissions (produits)	4.3.3	-	2
-	Commissions (charges)	4.3.3	-15 508	-13 492
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
+	Autres produits d'exploitation bancaire	4.3.4	28 095	22 286
-	Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
	PRODUIT NET BANCAIRE		83 195	76 388
-	Charges générales d'exploitation	4.3.5	-53 209	-43 542
-	Dotations aux amort.et prov. sur immos incorp. et corp.		-1 170	-1 459
	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		28 815	31 387
+/-	Coût du risque	4.3.7	-22 611	-17 759
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		6 204	13 628
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.3.1 1	-738	-517
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		5 466	13 111
+/-	Résultat exceptionnel		-	-
-	Impôt sur les bénéfices	4.3.8	-6 684	-4 704
+/-	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
	RÉSULTAT NET		-1 218	8 407

#### IV. — Annexe aux comptes sociaux au 31.12.2016

##### *Mercedes-Benz Financial Services France S.A.*

#### II. – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels de la société Mercedes-Benz Financial Services France S.A. sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire de l'Autorité des normes comptables.

Les montants figurant au bilan sont nets d'amortissements et de dépréciations, mais comprennent les créances rattachées.

Certains postes ou rubriques sont détaillés pour en faciliter la compréhension. Il est également précisé, en cas de besoin, les principes comptables ou les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement du bilan et du compte de résultat.

En France, la loi veut que ce soient les immobilisations achetées par les sociétés de crédit-bail, en vue de leur location, qui figurent à l'actif du bilan de ces sociétés. De même, et en application du Communiqué du CNC du 6 décembre 2005 et de l'avis du comité d'urgence du CNC 2006-C du 4 octobre 2006, les amortissements passés au compte d'exploitation sont ceux qui résultent des règles fiscales, et ce, indépendamment des loyers perçus au titre de la location de chaque matériel.

Or, ces loyers perçus permettent un amortissement financier différent de l'amortissement comptable. Aussi, pour avoir une idée réelle de ses bénéfices et de ses avoirs, Mercedes-Benz Financial Services France S.A. se doit d'aller au-delà de la comptabilité sociale en tenant une deuxième comptabilité dite « comptabilité financière ».

Elle vise à évaluer ses amortissements financiers et, à partir du résultat comptable, opérer des corrections pour atteindre le résultat financier.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière comme ses différences avec la comptabilité sociale sont rappelés ci-après.

#### 2.1. Définition, comptabilisation et amortissement des immobilisations et actifs donnés en crédit-bail ou en location :

2.1.1. Méthode sociale relative aux opérations de crédit-bail et de location simple. — Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, notre société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Durées et modes d'amortissements fiscaux en 2016 :

Catégorie de biens	Durée (ans)	Mode
Voitures particulières	5	Linéaire
Véhicules utilitaires légers	5	Linéaire
Véhicules industriels	6	Dégressif
Véhicules spéciaux	5	Linéaire
Autocars	7	Dégressif

Pour les immobilisations de crédit-bail et de location simple pouvant être amorties sur le mode dégressif, il est possible d'établir un plan d'amortissement sur un rythme linéaire correspondant à la dépréciation du bien et au minimum fiscal, et de pratiquer fiscalement un complément d'amortissement déductible dans la limite du maximum dégressif.

La société doit s'assurer que la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition des éléments ne soit pas inférieure, à la clôture de chaque exercice, au montant des amortissements calculés suivant le système linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation. Cette disposition, qui s'applique élément par élément, n'oblige pas l'entreprise à pratiquer à la clôture de chaque exercice un amortissement égal à l'annuité linéaire, mais seulement à faire en sorte que la masse globale des amortissements (techniques ou dérogatoires) comptabilisés à une date déterminée soit au moins égale à la somme théorique des annuités linéaires.

Lorsque des biens sont amortis selon le système dégressif, la société a la faculté, sans contrevenir à l'article 39 B du CGI, de différer tout ou partie de la fraction de l'annuité dégressive excédant l'annuité linéaire.

L'amortissement dérogatoire est défini dans le Plan comptable général comme la fraction d'amortissements ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement pour dépréciation et est comptabilisé en application de textes fiscaux particuliers.

En 2016, après avoir calculé la fourchette d'amortissements pour la population des actifs concernés par cette option, notre société a fixé le montant de la dotation supplémentaire dans la fourchette, puis déterminé le coefficient de saupoudrage afin d'appliquer le saupoudrage pour chacun de ces actifs. Voir point 4.1.6 Crédit-bail et opérations assimilées – Amortissements fiscaux.

## 2.1.2. Méthode financière relative aux opérations de crédit-bail et de location simple :

— Marge financière brute : Notre société utilise, pour le calcul de sa marge financière brute, la méthode IPA (Intérêts perçus d'avance) dite ITE décalé (intérêts à terme échu décalé) consistant à intégrer des intérêts dans la première échéance. La valeur résiduelle du contrat est intégralement affectée au remboursement du capital restant dû.

— Amortissement financier : Il correspond à l'amortissement calculé sur les loyers perçus au titre de la location de chaque matériel. Il est le complément naturel de la marge financière brute pour chaque loyer.

— Encours financier : L'encours financier équivaut à la valeur des loyers H.T. restant dus, actualisée au jour d'arrêt de compte et au taux du contrat, augmentée de la valeur résiduelle en fin de contrat.

— Dépréciations sur encours financier : Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Elles correspondent au risque de non-reconstitution du capital restant dû.

— Résultat financier : Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué aux amortissements, dépréciations, aux plus et moins-values fiscales et aux indemnités de résiliations leurs équivalents financiers.

— Réserve latente : Elle résulte de l'écart d'encours entre la comptabilité sociale et la comptabilité financière.

La dotation de l'exercice correspond à la différence entre le résultat financier et le résultat social.

(En milliers d'Euros)	2012	2013	2014	2015	2016
Réserve latente brute	99 769	136 628	164 731	187 361	200 037
Impôts différés	36 017	51 919	62 598	71 197	68 873
Réserve latente nette	63 753	84 709	102 133	116 164	131 164

Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

2.2. Immobilisations à usage de l'entreprise. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur coût de revient interne, si ces immobilisations sont produites par la société.

Conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon la méthode linéaire (de 3 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles, de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles), jusqu'à leur valeur résiduelle le cas échéant pour les véhicules de fonction.

2.3. Provisions. — Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

2.4. Définition, comptabilisation et évaluation des autres actifs. — Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a comptabilisé à compter du 01/01/2010 les commissions versées aux apporteurs d'affaires (coûts marginaux de transaction) selon les dispositions prévues par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

La méthode retenue est l'étalement linéaire sur la durée de vie du contrat, des charges soumises au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

2.5. Créances et traitement comptable du risque de crédit. — Le règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, relatif au traitement comptable du risque de crédit, est applicable à compter du 1er janvier 2014.

Ce règlement précise le classement des créances douteuses au bilan et le traitement des créances restructurées à des conditions hors marché.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la société de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal.

Le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur le débiteur.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique «Coût du risque», à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit net bancaire.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restante à courir.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux compromis.

L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat, et au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, précise que les établissements assujettis doivent «enregistrer les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. [...] En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés».

Notre société a réalisé l'étude et les calculs d'actualisation de ses dépréciations. L'impact sur le stock des dépréciations, s'élevant à 3 033 369 euros au 31 décembre 2016, a été comptabilisé dans les comptes 2016.

Notre portefeuille est divisé en trois sous-portefeuilles (hors MBCW et DFM) :

1. Specific Accounts Corporate (SAC) : tous les clients ou groupes non Distributeurs dont l'encours est ou a été supérieur à 500 milliers d'euros.
2. Specific Accounts Dealer (SAD) : clients ou groupes Distributeurs. Dès qu'un Distributeur fait partie d'un groupe capitalistique, l'ensemble de ce groupe est SAD
3. Non Specific Accounts (NSA) : tous les autres clients

Ainsi notre société applique deux méthodes de calcul différentes pour ces sous-portefeuilles :

1. Specific Accounts Corporate et Dealers : Une liste d'événements (ou Trigger Event) déclenche le calcul d'une dépréciation pour un client donné. Pour chacun de ces événements déclencheurs, une probabilité d'encassement (= 1 - Probabilité de Défaut "PD") est appliquée. Ces probabilités d'encassement proviennent soit de statistiques soit d'estimations d'experts. Une perte en cas de défaut (LGD) est appliquée en fonction des matériels financés (type d'actifs).

Le produit de la probabilité d'encassement et de la perte en cas de défaut permettant de calculer le montant recouvré (ajusté à la valeur de marché des véhicules), la dépréciation est la différence entre l'encours et l'estimation du montant recouvré.

2. Non Specific Accounts : Des indicateurs de fréquences de pertes (WOF) et de sévérités de pertes (WOS) sont calculés trimestriellement en se basant sur 3 années d'historique de données. Le segment NSA est également divisé en sous-portefeuilles en fonction des typologies de clients, du type de matériel et du produit financier.

2.6. Produits dérivés. — La société ne détient aucun instrument financier à terme au 31/12/2016.

### III. – Faits caractéristiques de l'exercice et continuité d'exploitation.

Le Groupe Daimler est aujourd'hui l'un des premiers fournisseurs de voitures haut de gamme sur le marché mondial, et aussi le plus important constructeur de véhicules industriels au monde.

Le Groupe Daimler, représentant les marques Mercedes-Benz, smart, Setra et Mitsubishi Fuso est présent sur tous les secteurs du marché automobile français. Au total, 98 122 véhicules des marques du groupe ont été immatriculés en 2016, soit une hausse de 9% par rapport à l'année précédente. Le Groupe Mercedes-Benz Financial Services a maintenu son rôle de partenaire financier majeur de toutes les marques du réseau Daimler.

Le Groupe Daimler maintient sa volonté de refinancer la société dans le cas où les banques viendraient à suspendre les prêts. Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a ainsi la possibilité d'avoir pour contrepartie des banques locales mais aussi le Groupe Daimler.

Le contrôle de la gestion du risque de liquidité et de taux est effectué par le département « Trésorerie Gestion Actif Passif » du groupe à Stuttgart ainsi que par la direction locale et les structures opérationnelles (Trésorerie, Comptabilité et Contrôle de gestion).

Des analyses et calculs sont effectués régulièrement sur des hypothèses d'accroissement d'activité, d'absence ou de réduction de nouvelles émissions d'emprunts. La conclusion montre que les ressources actuelles permettent d'assurer le financement des besoins nécessaires sur les deux années à venir.

Notre société affirme ainsi que les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2016 ont bien été établis dans une perspective de continuité d'exploitation.

Au cours de l'année 2016, la société a concrétisé les principaux projets suivants :

— Segment Fleet management : Le portefeuille de Daimler Fleet Management (DFM), activité lancée en mai 2015, s'élève désormais à 1 629 véhicules.

En décembre 2016, le groupe Daimler Financial Services (DFS) fait l'acquisition de la société ATHLON, l'un des acteurs européens majeurs sur le marché des flottes de véhicules. Avec cette acquisition, Daimler Fleet Management s'est adjoint une grande marque du segment Fleet Management désormais appelée à être intégrée. Daimler Financial Services renforce son positionnement sur le marché du segment Fleet Management ce qui représente une étape importante pour DFM, DFS et Daimler. Le groupe Daimler Financial Services va développer ATHLON en Europe dans le cadre d'une structure dédiée spécifique.

— L'activité d'Affacturage des grands comptes de Mercedes-Benz France : MBFS France a arrêté au 1er janvier 2017 l'activité d'affacturage des grands comptes de Mercedes-Benz France. La raison de l'arrêt de l'activité est le changement du système de facturation de Mercedes-Benz France en Janvier 2017 nécessitant une adaptation de nos systèmes informatiques. Les intégrations de nouvelles factures ont été arrêtées et le portefeuille diminue rapidement (suite aux remboursements de créances) jusqu'à son extinction prévue au 1er avril 2017.

### IV. – Notes relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.

#### 4.1. Bilan actif :

4.1.1. Créances sur les établissements de crédit. — L'ensemble des créances sur les établissements de crédit présente une échéance inférieure à trois mois. Elles se décomposent par 1 256 milliers d'euros de CCP et 293 milliers d'euros de comptes ordinaires débiteurs.

#### 4.1.2. Créances sur la clientèle (dont prêts à la clientèle financière) :

— Crédit avec la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	
	Durée résiduelle	Total

	<= 3 mois	> 3 mois et<= 1 an	> 1 an et<= 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	22 464	75 160	270 951	8 298	376 872
Dont encours restructuré hors marché					
Encours douteux	54	179	3 921	150	4 304
Dépréciations sur encours douteux	7	43	1 007	31	1 089
Taux de dépréciations	13,7 %	0,1 %	0,4 %	0,4 %	25,3 %
Encours douteux compromis	69	29	689	59	846
Dépréciations sur encours douteux compromis	15	17	321	34	385
Taux de dépréciations	21,2 %	58,2 %	46,6 %	56,6 %	45,6 %
Encours restructuré			89		89
Dépréciations sur encours restructuré					
Taux de dépréciations			0,0 %		0,0 %

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances rattachées	1 745	2 023
Créances douteuses	488	893
Dépréciations sur créances douteuses	167	218
Taux de dépréciations	34,2 %	24,4 %
Créances douteuses compromises	16 392	16 620
Dépréciations sur créances douteuses compromises	14 850	11 349
Taux de dépréciations	90,6 %	68,3 %
Créances restructurées		
Dépréciations sur créances restructurées		
Taux de dépréciations		

Dans le cas de restructurations conclues à des conditions plus avantageuses, l'incidence potentielle du calcul de décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine n'est pas significative.

— Autres comptes débiteurs avec la clientèle : Les autres comptes débiteurs, pour un montant de 78 380 milliers d'euros, correspondent à des comptes ordinaires débiteurs, avec une entreprise liée, Daimler AG, reflétant les opérations de cash-pooling du Groupe.

#### 4.1.3. Segmentation des encours crédits et des créances impayées sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Retail		Corporate		Total
	Individuals	Small Business	Fleet	Dealer	
Encours sains	233 835	33 137	97 492	12 410	376 872
Dont encours restructuré hors marché					
Douteux :					
Encours douteux	3 544	748	6	6	4 304
Dépréciations sur encours douteux	902	186	1		1 089
Taux de dépréciations	25,4 %	24,9 %	23,4 %	0,0 %	25,3 %
Créances douteuses	400	87	0	0	488
Dépréciations sur créances douteuses	138	28	0		167
Taux de dépréciations	34,6 %	32,5 %	17,6 %	0,0 %	34,2 %
Total encours et créances douteux	3 944	835	6	6	4 791
Dépréciations sur contrats douteux	1 040	214	1		1 256
Taux de dépréciations	26,4 %	25,7 %	23,2 %	0,0 %	26,2 %
Douteux compromis					
Encours douteux compromis	639	200	3	3	846
Dépréciations sur encours douteux compromis	339	46		1	385
Taux de dépréciations	53,0 %	22,8 %	0,0 %	20,8 %	45,6 %
Créances douteuses compromises	16 309	83	0	0	16 392
Dépréciations sur créances douteuses compromises	14 788	62	-1	0	14 850

Taux de dépréciations	90,7 %	74,7 %	-769,2 %	19,5 %	90,6 %
Total encours et créances douteux compromis	16 948	284	3	4	17 238
Dépréciations sur contrats douteux compromis	15 126	108	-1	1	15 235
Taux de dépréciations	89,3 %	38,1 %	-17,6 %	20,8 %	88,4 %
Restructurés					
Crédit restructuré	89				89
Dépréciations sur encours restructuré	1				1
Taux de dépréciations	1,1 %				1,1 %
Créances restructurées					
Dépréciations sur créances restructurées					
Taux de dépréciations					
Total crédit et créances restructurés	89				89
Dépréciations sur contrats restructurés	1				1
Taux de dépréciations	1,1 %				1,1 %
Total crédit douteux brut	4 272	948	9	10	5 239
Total créances douteuses brutes	16 709	170	0	0	16 880
Total dépréciations brutes	16 167	321	0	0	16 491

Le montant concernant le contrat d'affacturage entre Mercedes-Benz France et Mercedes-Benz Financial Services France S.A. est de 66 656 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

#### 4.1.4. Dépréciations sur créances sur la clientèle et encours douteux :

— Dépréciation sur créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Dépréciations sur encours crédit douteux et douteux compromis	2 423	3 781	-4 729	1 475
Dépréciations sur créances impayées douteuses et douteuses compromises	11 567	9 258	-5 808	15 017
Total	13 989	13 039	-10 537	16 491

#### 4.1.5. Immobilisations propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	
	Corporelles	Incorporelles
Immobilisations brutes :		
Montants bruts au 01/01/2016	4 920	11 664
Acquisitions	1 580	157
Cessions	-3 276	-170
Montants bruts au 31/12/2016	3 223	11 651
Amortissements		
Montants bruts au 01/01/2016	2 377	7 420
Dotations	409	761
Reprises sur cessions	-305	
Montants bruts au 31/12/2016	2 481	8 181
Soldes nets des immobilisations	743	3 470

4.1.6. Crédit-bail et opérations assimilées. — Ces immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Sous cette rubrique, sont repris les véhicules ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail ou assimilés au profit de la clientèle, ainsi que les créances douteuses et créances rattachées à ce type d'opération.

Conformément au Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, les coûts marginaux de transaction sont présentés dans un compte "Créances rattachées" et amortis linéairement sur la durée de vie effective des contrats de crédit-bail.

Les mouvements ayant affecté ce poste au cours de la période s'établissent comme suit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		
	Crédit-bail & location avec option d'achat	Location Simple	Total
A. Immobilisations :			

Montants bruts au 01/01/2016	2 081 567	896 871	2 978 438
Acquisitions	872 660	350 440	1 223 100
Cessions	-669 485	-276 409	-945 895
Montants bruts au 31/12/2016	2 284 742	970 902	3 255 644
<b>B. Amortissements :</b>			
Montants au 01/01/2016	-725 228	-394 682	-1 119 910
Dotations de l'exercice aux amortissements	-408 115	-162 842	-570 957
Reprises relatives aux cessions	376 719	124 778	501 497
Montants au 31/12/2016	-756 623	-432 747	-1 189 370
<b>C. Soldes nets des immobilisations</b>	1 528 119	538 155	2 066 274
<b>D. Dépréciations</b>	-20 657	-1 427	-22 084
<b>E. Immobilisations en cours</b>		34 211	34 211
<b>F. Créances douteuses :</b>			
Montants bruts	38 055	6 088	44 143
Dépréciations	-29 968	-5 059	-35 027
Montants nets	8 087	1 029	9 116
<b>G. Créances rattachées (Y compris les impayés de moins de trois mois)</b>	18 386	21 161	39 546
Commissions versées - Valeur brute	83 939	7 461	91 400
Commissions versées - Amortissements	-33 389	-2 935	-36 324
Total	68 935	25 687	94 622
Totaux figurant à l'actif	1 584 484	597 655	2 182 139

— Amortissements fiscaux : En 2016, la fourchette de dotations aux amortissements calculée pour la population des actifs concernés s'élève à 76 852 milliers d'euros.

Amortissements (En milliers d'Euros)	31/12/2016	
	Dotation minimum	Dotation maximum
Dégressifs	29 235	106 087
Figés	40 648	40 648
Dégressifs cédés	6 380	6 380
Linéaires	335 599	335 599
Linéaires cédés	78 541	78 541
Fourchette	490 403	567 255
		76 852

Sur l'exercice 2016, la société a procédé à une dotation complémentaire de 76 852 milliers d'euros, correspondant à un coefficient de saupoudrage égal à 100% du maximum autorisé.

#### 4.1.7. Dépréciations sur créances douteuses et douteuses compromises :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Dépréciations sur Créances douteuses, douteuses compromises et restructurées	30 381	20 064	-15 419	35 027
Total	30 381	20 064	-15 419	35 027

#### 4.1.8. Segmentation des créances et provisions sur créances :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	
	Crédit-bail & location avec option d'achat	Location
Créances impayées		
Créances douteuses	2 976	2 158
Dépréciations sur créances douteuses	1 019	1 490
Taux de dépréciations sur créances douteuses	34%	69%
Créances douteuses compromises	35 079	3 930
Dépréciations sur créances douteuses compromises	28 949	3 569
Taux de dépréciations sur créances douteuses compromises	83%	91%
Créances restructurées	1	



Dépréciations sur créances restructurées		
Taux de dépréciations sur créances restructurées	2%	0%

## 4.1.9. Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur l'État	69 566	46 083
Produits à recevoir	4 575	8 048
Acompte sur IS	4 940	4 600
Autres	358	370
Total	79 439	59 101

Le poste « Créances sur l'État » comprend à fin 2016 un crédit de TVA à reporter pour un montant de 24 335 milliers d'euros, et des demandes de remboursement de TVA pour un montant de 36 000 milliers d'euros (remboursements reçus sur le premier trimestre 2017).

## 4.1.10. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance	1 313	925
Divers	9	-145
Total	1 322	780

## 4.2. Bilan passif :

## 4.2.1. Dettes envers les établissements de crédit et valeurs données en pension :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Comptes à vue		11 277	11 277		13 810	13 810
Emprunts		1 150 000	1 150 000		1 210 000	1 210 000
Valeurs données en pension						
Intérêts courus		794	794		1 343	1 343
Total		1 162 071	1 162 071		1 225 153	1 225 153

Les emprunts au 31/12/2016, de 1 150 000 milliers d'euros, ont été conclus majoritairement auprès d'établissements de crédit locaux.  
Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Moins de trois mois	147 071	140 153
De trois mois à un an	600 000	350 000
De un an à cinq ans	415 000	735 000
Plus de cinq ans		
Total	1 162 071	1 225 153

## 4.2.2. Comptes créditeurs avec la clientèle :

## — Comptes créditeurs à terme avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur nominale	1 080 000	720 000
Intérêts courus	579	1 026
Total	1 080 579	721 026

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Moins de trois mois	260 579	146 026
De trois mois à un an	235 000	250 000
De un an à cinq ans	585 000	325 000
Plus de cinq ans		
Total	1 080 579	721 026

— Autres comptes créditeurs avec la clientèle : Les autres comptes créditeurs, pour un montant total de 15 316 milliers d'euros, correspondent aux clients créditeurs.

#### 4.2.3. Autres passifs (hors dettes rattachées) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	3 631	3 694
Dettes fiscales	2 319	2 443
Dette fiscale Groupe MBF	6 479	4 526
Comptes intragroupe MB (MBF, Réseau et Daimler Coordination Center)	13 944	34 286
Autres fournisseurs hors groupe	10 484	14 508
<b>Total</b>	<b>36 857</b>	<b>59 458</b>

Les dépôts de garantie sont versés par les locataires de véhicules, dans le cadre des opérations de crédit-bail et de location, pour une durée maximale de soixante mois.

En 2016, Mercedes-Benz Financial Services France S.A. se trouvant en situation de bénéfice fiscal, une charge fiscale d'un montant de 6 684 milliers d'euros, a été constatée envers Mercedes-Benz France S.A.S., mère du groupe fiscal.

Les dettes à l'égard des entreprises liées sont constituées des dettes intragroupes, vis-à-vis du constructeur Mercedes-Benz France et des autres entités rattachées. Elles représentent la situation nette des positions « vendeurs ».

Les autres postes présentent une exigibilité inférieure à trois mois.

#### 4.2.4. Dettes rattachées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes sociales	7 017	6 622
Autres dettes	5 151	11 700
Prime de fidélité	43 706	43 678
<b>Total</b>	<b>55 874</b>	<b>61 999</b>

#### 4.2.5. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits constatés d'avance (Cut-off)	61 711	50 619
Comptes de régularisation et créditeurs divers		
<b>Total</b>	<b>61 711</b>	<b>50 619</b>

#### 4.2.6. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	31/12/2016
Provisions bancaires	2 651		-631		2 020
Provisions non bancaires	2 272	233	-531		1 975
Provisions pour charges liées au personnel	1 091	220	-41		1 270
Provisions pour risques	1 182	13	-490		704
Provisions pour risques liés au contrôle fiscal					
<b>Total</b>	<b>4 924</b>	<b>233</b>	<b>-1 162</b>		<b>3 995</b>

— Provisions bancaires : La provision sur les valeurs résiduelles est constatée pour les valeurs finales locatives couvertes par des concessionnaires douteux ou litigieux et pour un montant de 2 020 milliers d'euros.

La méthodologie de provisionnement des engagements de reprise est la suivante :

Les valeurs résiduelles des contrats peuvent être majorées de 5% au-dessus de GPA si le Dealer fournit son engagement de reprise. Le Dealer avec une probabilité d'encaissement de 0 n'honorera probablement pas sa garantie. Une dépréciation égale à 5 % de la valeur résiduelle couvre le risque de ne pas recouvrer totalement notre créance pour ces Dealers avec une probabilité d'encaissement de 0

— Provisions non bancaires : La provision pour indemnités de départ à la retraite est basée sur la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie. Le montant de la provision s'élève à 798 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Une provision pour Médaille du travail de 264 milliers d'euros a également été calculée à partir des mêmes critères.

La provision constituée suite au rapprochement de la comptabilité et de la gestion sur les immobilisations a fait l'objet d'une reprise de 204 milliers d'euros, et s'élève à 170 milliers d'euros au 31/12/2016.

4.2.7. Dettes subordonnées. — L'emprunt subordonné qui s'élève à 40 000 milliers d'euros a été accordé par Daimler Stuttgart en 2013. Cet emprunt est libellé en euros. Son remboursement par anticipation n'est possible qu'avec l'accord préalable de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Il est stipulé, qu'en cas de liquidation de l'emprunteur, les prêts subordonnés seront remboursés après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Les dispositions susmentionnées sont conformes au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Établissement	Début	Maturité	Capital	ICNE	Indice	Base	Taux	Spread	Devise
Daimler AG	02/01/2013	02/01/23	40 000	1 220		360	3 %	0	EUR

Le montant de l'emprunt subordonné s'élève à :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur nominale	40 000	40 000
Intérêts courus	1 220	3
Total	41 220	40 003

Les échéances de la dette subordonnée s'établissent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Moins de trois mois	1 220	3
De trois mois à un an		
De un an à cinq ans		
Plus de cinq ans	40 000	40 000
Total	41 220	40 003

4.2.8. Capital souscrit versé. — Au 31 décembre 2016, le capital social s'élève à 183 305 milliers d'euros, divisé en 15 275 425 actions intégralement souscrites et entièrement libérées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Augmentation	Affectation résultat 2015	Résultat 2016	31/12/2016
Capital social	183 305				183 305
Prime de fusion	33				33
Réserve légale	4 086		420		4 507
Distribution de dividendes			7 943		
Report à nouveau	85 248		43		85 291
Résultat de l'exercice	8 407		-8 407	-1 218	-1 218
Total	281 079			-1 218	271 918

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016 se solde par une perte comptable après impôts égale à 1 218 303,93 euros que le Conseil d'Administration propose d'affecter en Report à Nouveau.

4.2.9. Identité de la société consolidante. — Les états financiers de la société sont consolidés dans un premier temps dans le palier de Daimler Financial Services AG, société de droit allemand, puis dans le palier de Daimler AG.

4.3. Compte de résultat :

4.3.1. Intérêts et charges/produits assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissement de crédit		-4 879		-6 966
Comptes à vue, prêts et emprunts		-4 879		-6 966
Clientèle	21 150	-14 816	22 758	-18 103
Intérêts s/comptes ordinaires débiteurs				
Financement stock concessionnaires		-1 772		-1 223
Crédits de trésorerie	14 193	-5 693	15 917	-9 013
Autres produits et charges assimilés	6 957	-2 872	6 843	-3 199
Commission		-4 459		-4 617
Coût du risque		-20		-51
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Dettes subordonnées		-1 217		-10
Total	21 150	-20 911	22 758	-25 079

Le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, implique la constatation des coûts marginaux de transaction dans un compte «Encours crédit».

L'étalement prend la forme d'un amortissement linéaire sur la durée de vie du contrat, conformément à la méthode alternative proposée par le règlement.

Ainsi les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont présentés en intérêts et charges assimilés tel que stipulé dans le règlement pour un montant de 4 459 milliers d'euros.

Du fait de la cession des créances wholesale, la rétrocession des intérêts d'un montant de 1 772 milliers d'euros habituellement présentée en moins des produits financement stock concessionnaires a été indiqué en charges. Cette volonté de présentation indique que du fait de la cession il n'y aura plus de produits d'intérêts sur le financement stock concessionnaires et qu'il faudra considérer à terme en commissions ces « rétrocessions » suivant le Service Level Agreement.

#### 4.3.2. Produits et Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés, et location simple :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de crédit bail et assimilés	572 836	-507 377	506 506	-450 252
Opérations de location simple	175 737	-170 827	172 077	-158 417
Total	748 573	-678 204	678 582	-608 669

Au 30 septembre 2016, la société a corrigé le traitement de l'étalement des commissions de crédit-bail et assimilés et de location simple, comme ci-dessous :

Ancien traitement effectué	Nouveau traitement
Etalement des commissions en French GAAP sur la durée d'amortissement du sous-jacent au contrat de financement (le véhicule)	Etalement sur la durée du contrat de financement

La correction d'erreur a un impact négatif de - 11.6 M€ dans les charges sur opérations de crédit-bail et location simple, sur l'exercice 2016.

#### 4.3.3. Commissions :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits de Commissions		2
Charges de Commissions	-15 508	-13 492

Le poste représente principalement la charge de commissions relatives aux contrats cédés.

#### 4.3.4. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits d'exploitation bancaire	28 095	22 286
Autres charges d'exploitation bancaire		

Les autres produits d'exploitation bancaire sont principalement dus à des revenus des assurances, ainsi qu'à la refacturation des frais généraux dépensés sur les projets internationaux.

#### 4.3.5. Frais de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	-14 233	-9 839
Charges de retraite	-1 441	-1 188
Autres charges sociales	-5 667	-5 755
Impôts sur rémunérations	-528	-502
Total	-21 870	-17 284

#### 4.3.6. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations	-233	-2 971
Reprises	1 162	775
Net	929	-2 196

L'analyse de l'évolution des provisions pour risques et charges est détaillée au paragraphe «4.2.6 Provisions » du passif.

#### 4.3.7. Coût du risque :

(En milliers d'Euros) (Charge '-'; Profit '+')	31/12/2016	31/12/2015
Dotations et reprises nettes de dépréciations	-5 071	-5 182

Sur créances douteuses	-12 076	-6 847
Sur encours douteux	7 005	1 665
Retraitement part intérêts du coût du risque dans le PNB	1 559	-89
Pertes et profits sur créances	-18 469	-10 380
Dotations et reprises nettes de provisions dont utilisées	-631	-2 107
Affectation reprise de provision utilisée		
<b>Total</b>	<b>-22 611</b>	<b>-17 759</b>

Le coût du risque comprend les dépréciations sur encours douteux ainsi qu'une fraction des éléments suivants : dotations et reprises sur créances douteuses, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations de créances amorties.

De plus, sont retraitées du coût du risque les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses.

La part relative au capital a été portée en coût du risque; la partie relative aux intérêts a été classée, en fonction du produit financier, sur les différentes composantes du Produit Net Bancaire.

4.3.8. Situation fiscale. — La société était placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France depuis janvier 1997. Faisant suite à la fusion-absorption, la société Mercedes-Benz Financial Services France a donné son accord pour devenir à compter du 1er janvier 2008, membre du groupe fiscalement intégré par la société Mercedes-Benz France.

Le résultat fiscal 2016 est un bénéfice fiscal de 19 593 milliers d'euros, contre un bénéfice fiscal de 12 668 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Une charge d'impôt réelle a donc été constatée en 2016 pour un montant de 6 684 milliers d'euros.

4.3.9. Personnel. — L'effectif moyen par catégorie de personnel se ventile comme suit :

<b>En nombre de salariés</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Cadres	179	172
Agents de maîtrise	72	65
Employés		
Apprentis et contrats de qualification	9	8
<b>Total</b>	<b>260</b>	<b>245</b>

4.3.10. Rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et dirigeants. — La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

4.3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2016</b>		
	<b>Gains</b>	<b>Pertes</b>	<b>Total</b>
Immobilisations corporelles		-738	738
Logiciel			
Matériel de transport		-738	738
Matériel de bureau			
Mobilier de bureau			
Matériel informatique			
Immobilisations incorporelles			
Fonds de commerce (*)			
Titres de participations, parts dans les entreprises liées			
Autres titres détenus à long terme			
<b>Total</b>		<b>-738</b>	<b>738</b>

4.3.12. Ventilation des produits bancaires. — La ventilation des produits bancaires par activité est la suivante :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>% Des produits bancaires</b>
Intérêts de crédit	21 150	3%
Produits sur opérations de crédit-bail	572 836	72%
Produits sur opérations de location simple	175 737	22%
Autres produits d'exploitation bancaire	28 095	4%
Commissions		0%
<b>Total</b>	<b>797 819</b>	<b>100%</b>

La nature de la clientèle se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Entreprises	Particuliers	Artisans / commerçants	Administration
Intérêts de crédit	21 150	9 574	9 238	2 290	49
Produits sur opérations de crédit-bail	572 836	307 315	196 076	67 986	1 459
Produits sur opérations de location simple	175 737	140 395	29 454	2 958	2 930
Total	769 723	457 284	234 768	73 234	4 437

Les produits bancaires sont essentiellement réalisés en France.

4.4. Engagements hors bilan. — Au 31 décembre 2016, il n'y a ni engagements sur instruments financiers, ni de parties liées et opérations non inscrites au bilan, ni d'engagements reçus du groupe ou autres engagements.

4.4.1. Engagements de financement. — Au 31 décembre 2016, les engagements de financement donnés représentent la différence entre les lignes d'autorisations de véhicules et les encours au bilan, et s'élèvent à 335 208 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2016, les engagements de financement reçus sont au nombre de deux :

— 10 023 milliers d'euros au titre de la garantie MB Bank,

— 500 000 milliers d'euros au titre de la garantie Daimler AG.

4.4.2. Engagements de garantie. — Au 31 décembre 2016, les engagements de garantie reçus de Mercedes-Benz France SAS et des concessionnaires s'élèvent à 874 134 milliers d'euros, intégralement au titre de l'engagement sur les valeurs résiduelles des contrats.

#### V. – Autres informations.

5.1. Mise à disposition du rapport de gestion. — Le rapport de gestion du conseil d'administration arrêtant les comptes annuels au 31 décembre 2016 est mis à la disposition du public au siège de la société à l'adresse suivante :

Mercedes-Benz Financial Services France S.A.

7, avenue Nicéphore Niepce 78180 Montigny-le-Bretonneux

5.2. Honoraires des commissaires aux comptes :

En milliers d'euros hors taxe	KPMG	BD2A	TOTAL 2016
Commissaires aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	81	32	112
Audit du reporting IFRS pour les besoins de la consolidation de la maison mère Daimler AG	51		51
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	41		41
Total	173	32	204

5.3. Événements postérieurs à la clôture. — La société informe qu'aucun événement postérieur à la clôture n'a eu lieu.

5.4. Résultat dilué par action. — Il n'existe pas d'actions potentielles ordinaires c'est à dire d'instruments financiers, ou toute autre forme de contrat, pouvant donner droit à leur détenteur, à des actions ordinaires, postérieurement à la clôture de l'exercice. Il n'a donc pas été calculé de résultat dilué par action.

**1703697**